































Sommaire / Summary

 Bangladesh : Fin des inspections de sécurité dans les usines textiles	1
 Bangladesh : most Bangladeshi garment not safe (ILO)	3
 Birmanie : réforme de l'éducation : l'épreuve du temps	4
 Birmanie/Myanmar : H&M makes rights pledge to 1,6 million workers	8
 Cambodia : garment workers protest after mass firing	10
 Chine : l'ASEAN et la Chine actualisent leur accord de libre-échange	12
 Egypt : garments export crisis exacerbated as Egyptair suspends shipping on passengers flights	14
 France : l'industrie de la mode change de stratégie pour sauver l'innovation	16
 France : des vêtements « made in France », c'est possible	19
 France : Lectra nomme Jean-Patrice Gros directeur de la région Europe du Nord	22
 France : La Poste renouvelle sa confiance à Armor-Lux pour l'habillement de ses postiers	24
 France : Lectra unveils FocusQuantum, its next generation of airbag cutting solutions	25
 France : quel est l'impact de l'industrie textile sur l'environnement ?	27
 Indonesia : Pan Brothers seeks Vietnamese and Cambodian partners	29
 Italy wants to share its knows about shoes and clothes with Vietnam	31
 Japon : Uniqlo, le petit distributeur qui devient grand	33
 Malaysia : export lift for textile industry	36
 Maroc : salon textile : l'espoir est de retour	37
 Maroc : le textile technique : une place à prendre pour le Maroc	40
 Maroc : doléances du secteur textile et habillement	42
 Pakistan : utilisation of cotton is likely to reduce to 8,5 million bales this year	44
 Tunisie : une société textile compte employer 29 diplômés	46
 Tunisie : Labonal quitte la Tunisie	48
 Tunisie : le Cepex organise le Tunisia Fashion Days à Barcelone et Madrid	50
 Vietnam : prévisions d'exportations textile-habillement de 27,5 milliards de dollars en 2015	52
 Vietnam : the UE and Vietnam finalise landmark trade deal	53
 Vietnam : accord de libre-échange-Déclaration de presse de la Commission et du Vietnam	54
 Vietnam : FTA : press statement by the Commission and Prime Minister of Vietnam	56
 Vietnam : les USA, un débouché très prometteur pour le textile-habillement vietnamien	58
 Vietnam : renforcement des relations avec la France, la Belgique et l'UE	60



Fin des inspections de sécurité dans les usines textile orientées à l'export

Le gouvernement du Bangladesh a terminé la phase d'inspection dans le cadre de l'évaluation des usines exportatrices de textile et prêt-à-porter, en termes de sécurité des structures et de sécurité électrique et incendie, et passe donc à l'étape de la réhabilitation.

Actualité | 19 novembre 2015



Le Général Syed Ahmed, Inspecteur général de la DIFE (au centre), avec le Directeur du Bureau de pays de l'OIT, Srinivas Reddy (à gauche) et le responsable du programme Textile de l'OIT, Tuomo Poutiainen (à droite).DHAKA (OIT Info) –

Le gouvernement du Bangladesh a achevé la phase d'inspection dans le cadre de l'évaluation des usines exportatrices de textile et prêt-à-porter, en termes de sécurité des structures et de sécurité électrique et incendie, et passe donc à l'étape de la réhabilitation.

Au 31 octobre 2015, date d'échéance pour mener à bien les évaluations, 1 475 usines textiles avaient été inspectées dans le cadre des efforts déployés par le gouvernement, avec le soutien de l'Organisation internationale du Travail (OIT) et l'appui du Canada, des Pays-Bas et du Royaume-Uni. De surcroît, 2 185 usines ont été inspectées par l'Accord sur la sécurité incendie et bâtiments au Bangladesh et l'Alliance pour la sécurité des travailleurs au Bangladesh.

M. Syed Ahmed, Inspecteur général à la Direction des inspections des usines et des établissements industriels (DIFE) a déclaré: «Après le Rana Plaza, des engagements ont été pris pour évaluer l'intégrité structurelle de toutes les usines de textile orientées à l'export afin d'identifier celles qui présentaient des risques d'effondrement. Elles ont été pratiquement toutes inspectées et 37 d'entre elles ont été fermées, évitant ainsi de nouvelles pertes humaines. Nous consacrons dorénavant toute notre attention au défi de la réhabilitation afin de garantir un secteur du prêt-à-porter plus sûr pour tous ceux et celles qui y travaillent.»

Un certain nombre de mesures importantes ont été mises en place pour soutenir le processus d'inspection dans le cadre de l'initiative nationale: harmonisation des normes d'inspection, établissement d'un comité d'examen pour évaluer les usines identifiées comme dangereuses, renforcement des capacités et meilleure collaboration entre le personnel de l'inspection du travail et celui des services incendie qui feront le suivi des rapports d'inspection.

Les inspecteurs de la DIFE ont été formés pour aider les usines à élaborer des Plans d'action correctifs et une initiative pilote a été lancée pour aider une première série d'usines à le faire. Des directives pour mener des évaluations techniques détaillées sont en cours d'élaboration tandis que la transparence a été renforcée avec la publication en ligne de 1 778 résumés de rapports d'inspection.

Des progrès considérables ont été réalisés pour dresser des listes plus précises des usines textile qui fonctionnent en collaboration avec l'Association des fabricants et exportateurs de prêt-à-porter du Bangladesh (BGMEA) et l'Association des fabricants et exportateurs de tricot du Bangladesh (BKMEA), tandis qu'une étude sur le financement de la réhabilitation, lancée conjointement par l'OIT et la SFI, est en cours.

«Mener ces inspections est une étape très importante, et pourtant ce n'est qu'un début. Nous devons maintenant accorder toute notre attention à la réhabilitation. L'OIT va aider à renforcer les capacités des autorités bangladaises en vue de mettre en place un système efficace pour toutes les questions de réhabilitation et de surveillance réglementaire une fois que l'aide des partenaires prendra fin», a déclaré M. Srinivas Reddy, Directeur du Bureau de pays de l'OIT au Bangladesh.

«Nous demandons aux organisations d'employeurs de travailler de concert avec la direction des usines pour produire des Plans d'action correctifs pour la réhabilitation. C'est dans l'intérêt de la sécurité des travailleurs et cela donnera aussi confiance à la communauté des acheteurs», a-t-il ajouté.

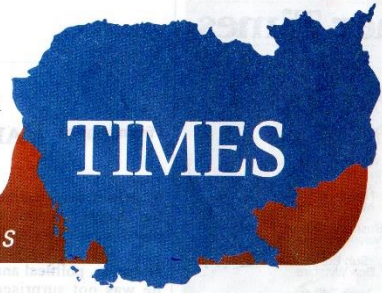


To Place Your Ad
in Khmer Times,
Please email Kim:
kimberty@khmertimeskh.com
016-564-970

www.khmertimeskh.com

KHMER TIMES

NEWS AS IT HAPPENS



Issue No: 157 | **TUESDAY, NOVEMBER 17, 2015** | VOLUME 02 | EDITION 122 | [facebook.com/khmertimes](https://www.facebook.com/khmertimes) | twitter.com/khmertimes | www.khmertimeskh.com

MOST BANGLADESHI GARMENT FACTORIES NOT SAFE: ILO



People rescue garment workers trapped under rubble at the Rana Plaza building on the outskirts of Dhaka after it collapsed in 2013.

By Serajul Quadir

DHAKA – The International Labor Organization (ILO) said on Friday 80 percent of export-oriented readymade garment factories in Bangladesh needed improvement in fire and electrical safety standards despite a government finding most were safe.

A spotlight was thrown on Bangladesh's garment sector, the world's second biggest which supplies many global brands, after the collapse of a factory complex in 2013 in which more than 1,100 people were killed.

Despite a program of inspections since then, Srinivas B Reddy, Bangladesh country director of the ILO, said most factories needed to improve fire safety and electrical systems before they could be declared safe. "Eighty percent of factories, almost all of them will require fire and electrical remediation," Mr. Reddy told Reuters.

"There is a need for every factory to come up with a corrective action plan," he said,

adding that work to ensure safety in the crucial sector should be completed without delay.

Syed Ahmed, the inspector general of factories, said more than 80 percent of Bangladesh's garment factories supplying global retailers had been found to be safe, citing improvements made after the 2013 disaster. Mr. Ahmed, asked about Reddy's assessment on Friday, said more than 80 percent of factories were structurally sound though he acknowledged that many needed work on their fire safety and electrical systems.

A garment factory fire in 2012 killed 112 workers. Following the 2013 disaster, the government met employers, unions and the ILO and agreed that all export-oriented RMG factories needed to undergo inspection for structural, fire and electrical safety.

Ahmed said about 1,500 factories had been assessed under the program, supported by the ILO.

Mr. Reddy praised the effort but said it was critical for it to be completed. "What has happened in Bangladesh is unique, nowhere else has an entire sector undergone inspection," he said. "We are only now at the mid-point. There are still residual risks and all of the inspection reports show what needs to change."

Thirty-seven factories have been closed and 36 partially closed after failing their inspections, he said. *Reuters* ■



26 NOVEMBRE 2015

Réforme de l'éducation en Birmanie : l'épreuve du temps

Alors que toute la communauté internationale applaudit la démocratisation de la Birmanie et ses réformes structurelles depuis 2011 et que les grandes marques font leur entrée sur le territoire national birman, la formation, notamment professionnelle, devient un enjeu stratégique que le pays peine à développer. L'échec de l'université d'État et l'absence de main-d'œuvre qualifiée sont les conséquences directes d'une politique hypercentralisée, méfiante vis-à-vis du pouvoir contestataire des intellectuels et qui peine à se réformer.

Les rues de Rangoun sont pleines d'un tumulte citoyen. Klaxons, embouteillages, taxis amorphes... La capitale économique de la Birmanie ressemble de plus en plus à toutes les grandes villes d'Asie du Sud-Est, animées par une agitation vaine et bruyante. Pourtant ici, la chose est nouvelle et surprend encore certains habitants. Il y a encore quelques années, avant l'ouverture démocratique du pays en 2011, les embouteillages de fin de journée n'existaient presque pas à Rangoun.

Depuis quatre ans, le pays connaît des changements radicaux. Sur le plan politique et économique bien sûr, conséquences directes de cette toute nouvelle respectabilité démocratique que les militaires de la junte ont acquis en troquant définitivement leurs uniformes contre des costumes de bonne facture. Il faut cependant voir les choses au-delà du simple niveau gouvernemental. Pour des millions de Birmans, l'ouverture du pays est une bonne nouvelle. Il amorce une dynamique de changement et fait renaître l'espoir. Des espoirs simples : celui de pouvoir étudier, voter pour choisir sa propre destinée nationale ou encore avoir un métier qui permette de subvenir aux besoins essentiels de sa famille.

Le temps de la réforme

Loin de la vision occidentale qui voit dans le changement en Birmanie un état de fait acquis plutôt que le long processus qui s'annonce et peine encore à s'amorcer, de nombreux Birmans se sentent investis d'une mission pour leur pays. Ils veulent se faire entendre et prendre part au changement, en dictant notamment leur vision du changement nécessaire. C'est le cas de ces milliers d'étudiants qui ont entamé une marche pacifique en janvier 2015 pour réclamer une vraie réforme de l'éducation après le vote en septembre 2014 d'une loi insuffisante selon leur point de vue.

« Le problème essentiel en matière d'éducation en Birmanie est que la majorité des professeurs n'est pas qualifiée », constate le père Noël, responsable des questions liées à l'éducation dans le diocèse de Rangoun. Un constat que rejoint le recteur de l'université de Dagon, le principal centre universitaire de la capitale économique, malgré un discours très politique : *« La nouvelle loi sur l'éducation garantit aux universités une plus grande autonomie. Notre objectif est d'utiliser cette nouvelle autonomie pour envoyer davantage de nos étudiants mais surtout de nos professeurs dans des universités étrangères pour qu'ils puissent se former et transmettre le savoir acquis à l'étranger dans nos universités. »*

Penser plutôt que mémoriser

Dans le public comme dans les secteurs privés (sous contrôle étroit de l'État qui refuse de laisser le contrôle des écoles aux religieux), le constat est le même : ce sont les qualifications qui manquent cruellement à la Birmanie. *« Aujourd'hui, explique le père Noël, c'est la mémorisation qui est privilégiée au détriment de la pensée critique. Nous tentons de créer une école qui soit centrée sur l'élève et non plus sur le professeur ; mais c'est une réforme qui se fera sur le long terme. Peut-être dans dix ans commencerons-nous à en voir les fruits. »* En matière d'éducation, le temps est un allié qui éprouve la patience.

De retour dans les rues de Rangoun où les centres d'apprentissage de l'anglais et les formations accélérées en informatique prolifèrent. Sept jeunes sur dix quittent la campagne pour trouver du travail en ville. Parmi eux, il y aura de nombreux échecs. Quelques élus cependant auront la chance d'accéder aux formations professionnelles

traditionnelles. Le tourisme aujourd'hui profite principalement de cette tendance. Les secteurs de l'hôtellerie ou de la cuisine sont en plein essor. Dans les domaines de la mécanique ou de l'électricité, certains ont aussi la chance de profiter de l'installation de nouvelles entreprises à la recherche de qualifications précises. *« Le CVT assure les débouchés de ses élèves en se voulant une passerelle entre le monde des entreprises en recherche de professionnels qualifiés et les jeunes en recherche de formation »*, explique l'un des professeurs. Installé dans l'immeuble historique de la Croix Rouge à Rangoun, le centre dispense les formations directement liées à la demande des entreprises.

Former les formateurs

Dans un quartier un peu à l'écart du centre-ville, une école propose une formation plus originale dédiée aux futurs professeurs. L'objectif de Jacinta, directrice du Pyinya Sanyae Institut of Education, est de faire en sorte de transformer ses étudiants en « ruisseaux de sagesse » (*Pyinya* signifie ruisseau et *Sanyae* sagesse en birman), en sorte qu'ils puissent transmettre leur savoir y compris dans les campagnes très reculées du pays où les ethnies sont souvent livrées à elles-mêmes et ont un accès très limité à l'école.

« Nous avons créé cet institut en 2007 pour améliorer le niveau d'anglais de nos futurs professeurs et les former sur des compétences particulières de méthodologie, psychologie, explique Jacinta. Et surtout pour les mettre à jours sur les matières qu'ils devront enseigner et dont ils ne maîtrisent pas toujours les fondamentaux comme par exemple la géographie. »

Autre innovation de cette formation, elle est destinée essentiellement à des professeurs qui partiront enseigner dans des pensions de jeunes écoliers pour donner des cours complémentaires à l'école publique en privilégiant des méthodes basées sur la créativité et la pensée critique. *« Ici, nous faisons nos propres recherches. Cela passe par les livres, Internet, la musique et le théâtre pour permettre à chaque individu de développer ses talents singuliers. C'est très différent de ce que nous avons connu avant »*, témoigne la jeune Theresa, originaire de l'État Chin, qui souhaite se dédier à l'éducation des enfants pauvres après sa formation.

Aujourd'hui, les jeunes Birmans symbolisent les enjeux et les attentes d'un pays qui pourrait bien être à l'aube d'une nouvelle ère. Ses transformations, notamment le

développement des formations et la réforme du système éducatif, n'en sont cependant qu'à leurs prémisses.

Grandir nécessite temps et patience. Déjà certains désillusionnés se manifestent. « *Nous avons été trahis par tout le monde. Nous ne pouvons plus compter que sur nous-mêmes* », me confie le taxi en me ramenant à l'aéroport.

Par Antoine Besson

H&M makes rights pledge to 1.6 million textile workers in Turkey, Bangladesh, Myanmar

FRENCH PRESS AGENCY - AFP

STOCKHOLM

Published November 13, 2015



Wikimedia commons Photo

Swedish retail giant H&M on Tuesday signed an agreement promising better labour rights for 1.6 million garment workers at its suppliers' factories.

The deal, reached with international union IndustriALL Global Union and Sweden's IF Metall union, covers workers employed in 1,900 factories in "countries such as Cambodia, Bangladesh, Myanmar and Turkey", the three organisations said in a statement.

It includes the right to unionise, refuse to work in dangerous conditions and bargain collectively for better salaries.

Rights groups regularly denounce the global textile industry for poor protection of its workers, nearly two thirds of whom are women.

In a disaster that cast a spotlight on poor rights and lax standards in the sector, more than 1,100 people were killed when Bangladesh's Rana Plaza factory collapsed in 2013.

The tragedy at the complex, which produced clothing for various international chains, prompted sweeping reforms including new safety inspections and higher wages.

H&M was not supplied by the factory but signed a deal in 2013 with IndustriALL and Western competitors such as Zara to boost the safety of Bangladeshi factories, and a rights deal the following year with the International Labour Organization.

While the Swedish chain says it chooses its suppliers carefully, it has acknowledged the difficulties of keeping a close eye on the factories that churn out its millions of garments.

"Achieving 100 percent compliance with all our requirements amongst all our suppliers is a challenge," H&M said in its 2014 Sustainability Report.

"Major challenges are health and safety, excessive overtime, wages, freedom of association and industrial relations."

Garment Workers Protest After Mass Firing

Khmer Times/Ven Rathavong

Wednesday, 21 November 2015

Over 1,000 garment workers descended on the Labor Ministry headquarters yesterday calling for help in getting their jobs back after striking for over half a month and being fired on Tuesday.

Pav Sina, president of the Collective Union of Movement of Workers (CUMW), said that about 1,800 workers were fired from Hong Sen Textile (Cambodia) Company and told to apply again if they wanted their jobs back.

Mr. Sina said they went on strike for \$12 per month for transportation and 50 cents per day for lunch.

The protesters came from Hong Sen Textile and its subsidiary Yuan Da Rong Fong (Cambodia). Only workers from the Hong Sen Textile had been fired. Mr. Sina said there are about 3,000 employees at both factories, and they supply children and adult shirts for Puma and Adidas.

Mr. Sina said he has already reported the strike and mass firing to the buyers and urged them to put pressure on the factory's owner.

The Takeo provincial court issued a warrant ordering all employees back to work on October 29. The court said they would effectively be giving up their jobs if they failed to comply. The workers refused to return to work and the company fired them.

"If they want to work for the company again, they have to sign a new contract with new ID cards, so they will become new workers, and lose all seniority," Mr. Sina said.

"They fired us yesterday [Tuesday]. When we get our wages for the last month, they will take our ID card," said 35-year-old garment worker Sok Dalin. She has worked at the factory for two years and refuses to exchange her company ID card for her monthly wage.

"We want to get our old positions, and we will protest until we get a solution. If we become new workers, we are going to lose many benefits," Ms. Dalin said.

Fired worker Buth Sarom said, "I got the last wage, and they told us to work for the company as new employees, but to sign new contracts today. I did not agree to do this. We knew that when we picked up our wages we would be fired, but we still took them because we were worried that we would get nothing."

Deputy secretary-general of the committee for the resolution of strikes Tes Rukhaphal said his committee was going to hold a meeting with the factory owner this evening. He will meet with the workers today.

He stressed that the company was just following the court's decision, yet he was dissatisfied with how the company handled the situation.

“We do not encourage employers to fire hundreds of workers like this, it will not be good for the workers or factories,” he said. “We will coordinate between both sides to find a good solution. We want them to give concessions to each other because they will work together in the future.”

He added that the protesters’ demand for extra benefits was not in any law, so the government could not force the company to give them any extra money for transportation or lunch.

“If the companies give us \$9 per month for transportation and \$0.25 per day for lunch, we will agree, but the companies never resolved this for us,” garment worker Ms. Sarom said.

The Labor Ministry said they want the company to reinstate all of the workers once negotiations between both sides finish, but the employer has yet to agree.

L'ASEAN et la Chine actualisent leur accord de libre-échange

LUNDI 23 NOVEMBRE 2015



Une ouvrière d'une usine textile dans la province chinoise de Chantung (Est). Photo: Xinhua/VNA

Kuala Lumpur, 23 novembre (VNA) – L'ASEAN (Association des pays de l'Asie du Sud-Est) et la Chine ont signé dimanche un accord pour actualiser leur accord de libre-échange (ALE), créant ainsi un nouvel élan pour la coopération économique régionale.

Un protocole finalisant les négociations bilatérales sur la mise à niveau de leur ALE a été signé lors d'une cérémonie organisée au Centre de conférences de Kuala Lumpur (Malaisie), en présence des dirigeants des 10 pays de l'ASEAN et du Premier ministre chinois Li Keqiang.

La mise à jour de cet ALE a été terminée après seulement quatre tours de négociations lancées en août 2014, démontrant l'aspiration commune des deux parties d'approfondir et d'élargir leur coopération dans le commerce et l'économie.

Couvrant un large éventail de domaines, dont les biens, les services, l'investissement, la coopération économique et technologique, cette actualisation créera un nouvel élan pour le développement économique de l'ASEAN et de la Chine.

De nature à favoriser une communauté Chine-ASEAN mieux reliée et au destin commun, cet événement permettra également d'atteindre l'objectif de porter les échanges bilatéraux à 1.000 milliards de dollars d'ici 2020 et d'accélérer les négociations sur le partenariat économique global régional (RCEP) et la région de libre-échange de l'Asie-Pacifique.

S'adressant à la presse après la cérémonie de signature, le ministre chinois du Commerce Gao Hucheng a annoncé que lors de leurs négociations, les deux parties avaient attaché une grande importance à la facilitation du commerce des biens et de l'investissement, à l'ouverture du marché des services, à la mise à niveau de la coopération économique et technologique.

Selon M. Gao, la Chine dispose de capitaux abondants et d'une forte puissance technologique, alors que l'ASEAN aspire à une intégration régionale accrue et a de grands besoins en matière de développement industriel et d'infrastructures. Les deux parties ont des avantages économiques complémentaires et de larges potentiels de coopération.

Entré en vigueur en 2010, l'ALE ASEAN-Chine a fait de cette dernière le plus grand partenaire commercial de l'ASEAN qui, lui-même, est le 3^e partenaire commercial de la Chine. Grâce à cet ALE, les relations économiques et commerciales ASEAN-Chine ont connu un bon développement. Le commerce bilatéral est passé de 54,8 milliards de dollars en 2002 à 480,4 milliards en 2014, soit 9 fois plus. -VNA

Egypt: Garments Export Crisis Exacerbated As Egyptair Suspends Shipping On Passenger Flights

27 November 2015

EgyptAir's decision to suspend the shipping of commercial cargo on passenger flights bound for New York and Canada created a crisis in the export of Egypt's spinning, weaving and garments sector, with Qualified Industrial Zones (QIZ) exporters being the hardest hit by the decision.

EgyptAir said in a statement on Thursday, that the decision to suspend the transfer of goods on passenger flights is based on recommendations by the U.S. transportation safety delegation, which visited Egypt last week, in the aftermath of the Russian jet crash on Oct. 31.

The airliner is believed to have been downed by a "terrorist act", according to statements by the Kremlin. An Egypt-led international investigation is yet to announce its findings.

The textile, garments and furniture sectors top the list of Egypt's exports to the U.S.

According to statements by the ministry of industry and foreign trade, Egyptian exports to the U.S. between January and August 2015 totalled \$974 million, of which \$446 million are textiles and cotton products.

Mohamed Qassem, chairman of the Readymade Garment Export Council, said that EgyptAir's decision will have a "negative impact" on exporting garments to North America and "will give the impression to our customers that Egypt is not safe".

Qassem said that the U.S. is the largest market market for Egyptian garments as all exported products are pure Egyptian cotton traded under the QIZ agreement.

Egypt signed the QIZ with the U.S. and Israel in December 2004, giving Egyptian products access to U.S. markets without customs or quotas on condition that the Israeli component represents no less than 10.5 percent of the finished product.

Based on statements by the Egyptian ministry of trade and industry, the value of Egyptian exports to the U.S. through the QIZ agreement was about \$824.2 million in 2014, of which \$816.7 million from the spinning, weaving and garments sector.

Qassem said that about 10 percent of total monthly exports are delivered by air freight, the majority of which using passenger flights.

He added that even though it is a small percentage, "it's very important as it is linked with contracts that require rapid delivery of products."

He said that the council has received a barrage of complaints from factory owners affected by the decision and is working on putting forward alternatives to resolve the crisis.

"But Egypt will have to take serious security measures at airports," he added.

According to Magdy Tolba, former head of the Textile Exports Council whose businesses also function within the QIZ framework, the level of textile cargo transported by air is on the rise because of the overall deterioration of economic conditions.

He explained that over the past four years, the spinning and weaving industry has faced obstacles that led to production delays, so exporters increasingly resorted to air shipments to meet their delivery deadlines.

Tolba said that exporters will now have to rely on the few shipping companies available, which he expects will hike the price of the service, increasing the production cost and decreasing profits.

According to aircargoworld.com new rules also mean that "carriers flying cargo bound for the United States from Egypt must now be quarantined for 48 hours upon arrival and before transits on domestic flights from local airports."

Délocalisation : l'industrie de la mode change de stratégie pour sauver l'innovation

INSTITUT POUR L'INNOVATION ET LA COMPÉTITIVITÉ I7 | LE 12/11 À 17:26



Après avoir montré la voie de la délocalisation, l'industrie de la mode mise sur la « multi-localisation » pour assurer sa capacité d'innovation. Une source d'inspiration pour d'autres industries ?

Après plusieurs décennies marquées par la délocalisation vers des pays à bas coûts de main d'œuvre comme la Chine, de nombreuses limites de ce modèle ont émergé surtout dans la mode : coûts cachés de logistique, de qualité et de coordination, risque de contrefaçon, impact négatif sur l'environnement et les conditions de travail, accélération du rythme de changement de tendances.

Une étude récente du Boston Consulting Group met en évidence une réduction du différentiel de coût de fabrication entre la Chine et les Etats-Unis due à une augmentation du coût du

travail en Chine et à une forte productivité aux Etats-Unis et suggère la relocalisation de la fabrication dans de nombreuses industries.

Plus récemment, la délocalisation s'est avérée représenter un danger pour l'innovation actuelle et future. En effet, dans le secteur de la mode en particulier, l'innovation produit est considérée comme intimement liée au processus de fabrication. De ce fait, la création peut difficilement être séparée de la fabrication. Pour cette raison, il est recommandé de localiser les deux activités au même endroit, impliquant pour certains un retour des usines dans le pays d'origine. L'innovation est donc un argument de plus en faveur de la relocalisation.

De nouvelles stratégies de localisation

Une analyse récente de 20 entreprises européennes de mode (réalisée dans le cadre de la Chaire ESCP Europe – Lectra) offre une perspective plus complexe face à ces tendances. Tout d'abord, plutôt qu'un mouvement vers la délocalisation ou la relocalisation, les entreprises européennes adoptent la « multi-localisation », portefeuille complexe comprenant un éventail de stratégies de localisation en fonction des produits et de leur degré d'innovation. Si la nécessité de coordonner efficacement la création et la fabrication est confirmée, ces acteurs utilisent une variété de stratégies au-delà de la relocalisation de la fabrication à proximité de la création. En premier lieu, plusieurs entreprises parviennent à gérer efficacement la coordination entre création et fabrication à distance grâce à l'utilisation de technologies de fabrication et de communication (PLM, design 3D,..) et l'institutionnalisation de voyages réguliers et systématiques des designers dans les usines.

Certaines entreprises choisissent une « co-localisation inversée » dans laquelle la création est déplacé à proximité de la fabrication (plutôt que l'inverse) : de grandes entreprises européennes de mode ont localisé tout ou partie de leurs équipes de design à Hong Kong ou en Chine. Une autre voie de coordination entre création et fabrication concerne la décision de réaliser le prototypage (phase amont de la fabrication) – jugé critique pour le processus d'innovation - à proximité du design, alors que les phases ultérieures de la fabrication sont réalisées à distance.

Distance géographique ou culturelle ?

Finalement, l'analyse montre une approche plus fine de la définition même de distance, souvent réduite à sa dimension géographique. Les dimensions culturelles, politiques, économiques de cette distance importent beaucoup dans la qualité de la coordination et donc de l'innovation. Ainsi, certaines entreprises françaises ont fait le choix de produire au Maroc,

pays qui n'offre pas forcément la distance la plus courte au niveau géographique mais dont la distance culturelle et politique (anciennes colonies, partage de langue et de certains processus) réduite, facilite la coordination et amoindrit les effets de la distance géographique.

En conclusion, l'industrie de la mode montre que la nécessité de co-localisation entre la création et la fabrication peut être gérée de différentes manières. Ces stratégies sont certainement des pistes de réflexion pour d'autres industries qui délocalisent sans vouloir renoncer à l'innovation.

Céline Abecassis-Moedas est professeur à Catolica-Lisbon, professeur affilié à ESCP Europe et co-directrice de la Chaire Lectra « Mode et Technologie ». **Valérie Moatti** est professeur à ESCP Europe et co-directrice de la Chaire Lectra « Mode et Technologie ».



Des vêtements "Made In France", c'est possible

Ce week-end se déroule à Paris le salon du “Made In France”. Mais que recouvre cette expression, exactement ? Y-a-t-il un label clair qui permette de repérer les vêtements faits en France ? Peut-on vraiment s'habiller 100% Made in France ? Retour sur quelques pistes évoquées autour de Bruno Duvic dans [Un Jour en France](#) cette semaine.

Le “made in France”, c’est quoi précisément ?

Le “made in France” est défini dans le code des Douanes, il désigne un produit dont l’origine est définie par la “dernière ouvraison substantielle” - traduisez : la confection.

Sombre nouvelle pour les puristes : un T-shirt en coton peut donc être labellisé “made in France” même si la matière première vient d’Inde, pourvu qu’une part importante de sa confection soit réalisée sur le sol français. Quand à définir la taille de cette part... Elle est très variable. Le meilleur garant pour faire un achat “made in France” est de repérer sur l’étiquette des vêtements en magasin le label “**garanti origine France**”, qui assure que toutes les étapes de fabrication importantes ont été réalisées en France.



Le salon Made in France & à droite, le logo du label "origine France garantie" © MaxPPP - 2015

Mais, parce que les vêtements ne sont pas tous faits de coton, la France peut aussi proposer, pour certains vêtements, **une production textile 100% made in france** - faite de laine ou de lin, par exemple.

« **En France, on élève le mouton pour le gigot, pas pour le tricot !** »

Jusqu'à la première guerre mondiale, Roubaix était capitale mondiale de la laine avec le grand pôle industriel de la marque Fourmi, que sans doute, les moins de vingt ans ne connaissent pas. Mais aujourd'hui, il n'existe plus qu'une seule filature à échelle industrielle : [Bergère de France](#), dans la Meuse. Jean-Denis Aznar est patron de [Fonty](#), dans la Creuse. **Son credo : réintroduire des moutons, privilégier le circuit court, la qualité, la noblesse d'un produit naturel.** Pourtant il utilise peu de laine française, il explique pourquoi :

Le mérinos d'Arles est une variété qui a de la viande (parce qu'en France le marché c'est quand même de la viande) mais qui a aussi une belle laine, alors que la plupart des autres moutons ont des laines très rustiques. Elles vont faire des très bons matelas mais c'est pas le top pour faire de l'habillement. **Un agneau se vend au minimum 100€ l'agneau alors que quand vous le tondez, vous allez récupérer au maximum 3 à 4€, l'éleveur a vite fait le choix.**



Moutons mérinos © Ken Welsh/Ocean/Corbis - 2015

Jean-Denis Aznar a monté une filière de mérinos noire, avec pour objectif de **faire de la laine écologique : sans teinture, sans transport**. Sauf que...

Pour faire du "sans transport", il faut avoir des moutons autour de la filature. **Notre grosse difficulté, c'est de trouver des éleveurs qui acceptent des moutons noirs dans leurs prés** - pas parce que la couleur les chiffonnent, mais parce que ces moutons n'ont pas la même conformité que les Limousines.

Les "Limousines" dont parle Jean-Denis, ce sont des moutons assez gros. Les Mérinos, eux, sont plutôt hauts sur pattes. *"Ce n'est pas dans les habitudes du boucher, qui veut un gigot bien rond ; si vous lui mettez un gigot plus long, il va trouver que c'est pas bien"* explique Jean-Denis.

Difficile dans ces conditions d'obtenir de la laine française... Lui n'en achète que 10 à 15 % pour les besoins de son entreprise ; le reste, il le trouve ailleurs, entre Amérique du Sud, Australie et Nouvelle Zélande.

70% de la culture mondiale de lin se fait dans le nord de la France

Même s'il n'existe plus aujourd'hui de filature de lin en France (la plus proche est en Belgique), 70% de la culture mondiale de lin se fait dans le nord de la France. **La culture du lin et sa filature sont des savoir-faire où les Français restent maître** : "les Chinois ont une productivité 25 fois inférieure à celles de la Normandie et du Nord".

Le lin en France est une filière très vivante en France, portée par un fibre naturellement très écologique. Pour faire la différence avec la concurrence asiatique, la France profite d'un savoir faire ancestral... et recycle ses outils : *"On va rechercher la qualité et la capacité à travailler de très gros fils, ce qu'on ne peut faire que sur de vieux métiers à tisser"*.

... Et les vêtements en coton, dans tout ça ?

Une entreprise de confection comme [1083](#) importe sa matière première - le coton - d'Inde et fait réaliser toutes les étapes de transformation en France. Pour s'assurer une marge et contrebalancer les coûts de la main d'oeuvre, les entrepreneurs tentent de supprimer les intermédiaires en amont et en aval de la marque, afin de réduire au maximum les marges. Pour cela, les produits sont vendus sur Internet ou chez des revendeurs démarchés personnellement. Thomas Huriez, fondateur et gérant de 1083 explique : *"Notre jean qui coûte environ 30 € à fabriquer, on le revend environ 90 euros"*.

Cela ne va pas sans risque : la production touche un public de niche, qui connaît et recherche la marque - que soit 1083 ou une autre. Un public engagé, qui souhaite faire un achat responsable. Sauf que pour que le marché prospère, il faudrait *"habiller d'autres gens que le bobo bio"*, comme le résume avec ironie Thomas Huriez.

24/11/2015 17:50:15

NASDAQ OMX | GlobeNewswire

LECTRA : Lectra nomme Jean-Patrice Gros directeur de la région Europe du Nord

Lectra nomme Jean-Patrice Gros directeur de la région Europe du Nord

Jean-Patrice Gros aura pour objectif de répondre aux attentes des clients de Lectra en matière de créativité, de collaboration et d'excellence opérationnelle

Paris, le 24 novembre 2015 - Lectra, numéro un mondial des solutions technologiques intégrées pour les industries utilisatrices de matériaux souples - textiles, cuir, tissus industriels et composites -, annonce la nomination de Jean-Patrice Gros au poste de directeur de la région Europe du Nord (Royaume-Uni, Belgique, Pays-Bas, Danemark, Suède, Norvège, Finlande, Estonie, Lettonie et Lituanie).

Basé en Belgique, Jean-Patrice Gros s'attachera à anticiper et répondre aux besoins des clients de Lectra dans la mode, l'automobile et l'ameublement, trois marchés en forte croissance.

« *La nomination de Jean-Patrice Gros à la tête de cette région est la preuve d'un engagement fort de Lectra de développer son activité auprès des marques, des distributeurs et des fabricants* », déclare Daniel Harari, directeur général de Lectra. « *Au cours de sa carrière, Jean-Patrice a apporté son expérience à de très nombreuses entreprises de tailles différentes, avec des processus et des modèles économiques très variés. Son expertise dans les différents secteurs d'activité de Lectra et sa parfaite connaissance de nos technologies sont un atout majeur pour nos clients en quête d'excellence opérationnelle* ».

Dans la mode, les stylistes britanniques, belges ou encore néerlandais font partie des plus grands. L'Europe du Nord est, en outre, le berceau de nombre d'acteurs majeurs de la distribution de vêtements. Ces entreprises sont de plus en plus sensibles à la qualité des solutions collaboratives de création et de développement produit de Lectra, avec un intérêt tout particulier pour sa solution de gestion du cycle de vie des produits (PLM).

Dans l'automobile, les marques anglaises sont en forte croissance et capitalisent sur le confort de leurs intérieurs, toujours plus sophistiqués et avec toujours plus de cuir. Elles expriment le besoin de s'équiper de manière accélérée en solutions avancées de découpe du cuir, domaine dans lequel Lectra a investi fortement ces dernières années.

Dans l'ameublement, la culture du design place les pays scandinaves et le Benelux à l'avant-garde de cette industrie. Nombre des plus grands acteurs mondiaux y sont basés. Les nouvelles solutions de Lectra pour l'ameublement, qui facilitent le design et la production des meubles en cuir et en tissu, rencontrent dans ces pays un succès grandissant.

« *En Europe du Nord, de nombreuses entreprises contrôlent leur chaîne de fabrication. Les années passées dans des pays tels que la Turquie et la Tunisie m'ont conduit à travailler étroitement avec des industriels très exigeants en matière de production* », ajoute Jean-Patrice Gros. « *Cette expérience me prédispose notamment à conseiller des entreprises exportatrices, ou des distributeurs souhaitant développer leur marque propre. Je suis heureux de pouvoir la mettre à profit des clients de Lectra en Europe du Nord* ».

Jean-Patrice Gros était précédemment directeur de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, où il a accompagné les clients de Lectra dans leur stratégie de création de valeur et renforcé leurs liens avec les industriels européens. Chez Lectra depuis 30 ans, Jean-Patrice Gros a été, successivement, membre de

l'équipe de professional services, responsable de l'International Advanced Technology Center de Bordeaux, responsable commercial au Canada et directeur de la région Maghreb.

A propos de Lectra

Lectra est numéro un mondial des solutions technologiques intégrées pour automatiser, rationaliser et accélérer les processus de conception, de développement et de fabrication des produits des industries utilisatrices de matériaux souples. Lectra développe les logiciels et les systèmes de découpe automatique les plus avancés et propose des services associés, spécifiques à un ensemble de grands marchés dont la mode (habillement, accessoires, chaussure), l'automobile (sièges et intérieurs automobiles, airbags), l'ameublement, ainsi qu'à un large éventail d'autres industries telles que l'aéronautique, l'industrie nautique, le secteur de l'énergie éolienne et les équipements de protection des personnes. Avec un effectif de 1 500 personnes, Lectra accompagne 23 000 clients dans plus de 100 pays et a réalisé un chiffre d'affaires de €211 millions en 2014. Lectra est cotée sur Euronext.

Pour de plus amples informations, visitez notre site www.lectra.com

Responsable Relations Presse Groupe

: Nathalie Fournier-Christol

E-mail : n.fournier-christol@lectra.com

Tél.: +33 (0)1 53 64 42 37 - Fax: +33 (0)1 53 64 43 40

Le Groupe La Poste - 24/11/2015 11:05:00

A l'issue d'une consultation, La Poste renouvelle sa confiance à Armor-Lux pour l'habillement des postiers

A l'issue d'une nouvelle mise en concurrence, La Poste a renouvelé sa confiance à Armor Lux en lui confiant, pour les 5 années à venir (2017-2021), la fourniture en vêtements de 120 000 postiers. La collection de vêtements proposée aux postiers est composée de 43 références, allant de la veste d'hiver au jeans en passant par les chaussures « tout terrain » ou encore les bottes pour les conditions climatiques rigoureuses.



Au total, plus de 600.000 pièces sont commandées chaque année par les postiers.

Armor-Lux propose un vestiaire avec un nouveau style d'esprit sportwear alliant modernité, sobriété et confort, répondant aux différents aléas climatiques rencontrés par les postiers. Parmi les 43 références proposées, la gamme en coton biologique et équitable est renforcée avec 6 références. Depuis 2006, les postiers, très attachés à cette gamme ont commandé plus de 2,4 millions d'articles, faisant ainsi de La Poste le 1er acheteur en Europe de vêtements professionnels en coton biologique et équitable.

Créé à Quimper en 1938, Armor-Lux est aujourd'hui un groupe industriel textile spécialisé dans la fabrication et la distribution de vêtements marins ou d'inspiration marine. Depuis plus de 10 ans, Armor-Lux s'est diversifié dans le secteur du vêtement professionnel. Très engagé dans le développement durable et dans le maintien d'emplois en France, le groupe compte aujourd'hui 560 salariés, 3 sites de production et un réseau de plus de 60 boutiques en propre, pour un chiffre d'affaires de 95 millions d'euros en 2015.

Fri, Dec 4, 2015, 1:15AM EST - US Markets open in 8 hrs and 15 mins

LECTRA: Lectra unveils FocusQuantum(r), its next generation of airbag cutting solutions

Drawing on 30 years of experience, Lectra demonstrates the innovative driving force it brings to the road safety value chain

PARIS, Dec. 3, 2015 (GLOBE NEWSWIRE) -- Lectra, the world leader in integrated technology solutions dedicated to industries using soft materials-fabrics, leather, technical textiles and composite materials-is pleased to announce the launch of its new FocusQuantum^(R) airbag cutting solutions.

Designed to enable suppliers to deliver airbags to carmakers on time, at the right price, with the highest level of quality, FocusQuantum represents a major breakthrough in airbag manufacturing. It enables fully streamlined operations meeting the stringent requirements of the uncompromising airbag manufacturing process. The zero-defect production made possible by the state-of-the-art laser cutting solution allows road safety to be incorporated upstream in the value chain through complete control over cutting quality.

FocusQuantum is a comprehensive airbag solution range, combining high-performance laser cutters for both one-piece woven (OPW) and flat airbags, as well as a purpose-built software suite and a full range of value-added professional services covering implementation, change management and support, to ensure operational excellence in the cutting room.

The FocusQuantum laser cutter range offers more than twice the productivity of solutions currently on the market, together with unmatched precision and the enhanced reliability of predictive maintenance, enabling a high level of manufacturing excellence at an optimal cost per airbag. The ergonomically designed solution optimizes material reloading and the gathering of cut parts for even greater operational efficiency.

The solution's integrated software suite eliminates errors throughout the full array of processes, from design through to cutting. Following the import of design software data, intelligent wizards verify geometry dimensions and scale factor before any airbag material is even cut. Potential defects-even those invisible to the naked eye-are eliminated during the data analysis phase, ensuring the integrity of each individual airbag. The

FocusQuantum software suite additionally ensures full traceability of operations by preventing unauthorized changes to approved commands and processes.

"The grave nature of recent airbag inflator problems demonstrates the vital role that airbag suppliers play in the automotive industry," states Daniel Harari, Lectra CEO. "They have no other choice than to produce zero-defect quality. At Lectra, we understand the pressure and challenges they face. This is why we have worked closely with leading suppliers to develop and deliver our next generation of airbag cutting solutions meeting the airbag industry's stringent standards. We know how important it is for suppliers to be able to count on a capable, reliable partner."

The FocusQuantum laser-cutters, software suite and full range of value-added professional services will be available starting in January 2016.

(R) FocusQuantum is a registered trademark of Lectra.

About Lectra

Lectra is the world leader in integrated technology solutions that automate, streamline and accelerate product design, development and manufacturing processes for industries using soft materials. Lectra develops the most advanced specialized software and cutting systems and provides associated services to a broad array of markets including fashion (apparel, accessories, footwear), automotive (car seats and interiors, airbags), furniture, as well as a wide variety of other market sectors, such as aeronautical and marine industries, wind power and personal protective equipment. Lectra serves 23,000 customers in more than 100 countries with 1,500 employees, and registered revenues of \$281 million in 2014. The company is listed on Euronext.

For more information, please visit www.lectra.com

Contact - Lectra Headquarters / Press Dept.: Nathalie Fournier-Christol

E-mail: n.fournier-christol@lectra.com

Tel.: +33 (0)1 53 64 42 37 - Fax: +33 (0)1 53 64 43 40

Quel est l'impact de l'industrie textile sur l'environnement ?

Rédaction du HuffPost

Publication: 29/11/2015 10h04 CET Mis à jour: 29/11/2015

ENVIRONNEMENT - Chaque année, plusieurs millions de tonnes de textile sont jetées en décharge. La surconsommation de vêtements a [un impact considérable sur notre planète](#). Matériaux utilisés, moyens de transport utilisés, gaspillage... sont autant de facteurs qui font que l'industrie textile contribue amplement à la pollution de l'environnement.

A l'occasion du [début de la COP21](#), les créateurs de [l'application MyTwist](#), qui permet de consommer local et de moins gaspiller ses vêtements en allant directement se servir dans le placard de ses voisins grâce à des petites annonces destinées aux femmes, rappellent dans une infographie quel est l'impact de l'industrie textile sur la planète.

On y apprend notamment que 70% des cours d'eau en Chine [sont pollués à cause de l'industrie textile](#). Sur son site, l'ONG Greenpeace rappelle que les substances provenant des textiles et rejetés dans l'environnement pendant la fabrication du vêtement [sont bien souvent toxiques](#) (pour notre santé également).

On découvre également que 70% de notre garde-robe ne serait pas portée... Un gaspillage très nuisible sachant que, selon une étude britannique, nous achetons environ 20 kilos de vêtements neufs chaque année et que chaque article [contribue à hauteur de 20 fois son poids aux gaz à effet de serre](#).

Découvrez l'ensemble des données dans l'infographie ci-dessous:



POLLUTION

1 cargo de transport de marchandises
=
50 millions de voitures



70%
des cours d'eau en
Chine sont pollués dû à
l'industrie textile



70 millions
de barils d'essence sont
nécessaires pour la
production de polyester
chaque année



RESSOURCES



2500 litres
d'eau sont utilisés pour
fabriquer un t-shirt de
250 grammes

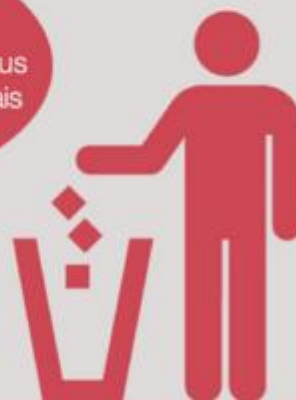


10%
de la consommation
mondiale de pesticides est
engloutie par la production
de coton

GASPILLAGE

70%
de notre garde-robe
n'est pas portée

12 kilos
de vêtements sont jetés tous
les ans par chaque Français



Pan Brothers seeks Vietnamese and Cambodian partners

Dylan Amirio, The Jakarta Post, Jakarta | Business | Tue, November 20 2015, 5:50 PM

Business News

Publicly listed textile manufacturer PT Pan Brothers is seeking local partners to jointly build and operate the company's textile factories in Vietnam and Cambodia, the company's senior executive has said.

Pan Brothers' administrative director Fitri Ratnasari Hartono said in Jakarta on Monday that the company planned to build factories in the two countries as part of its global expansion.

The company plans to set up factories in those two countries to satisfy demand from its buyers, who wish to acquire Pan's textiles from not just one country but from multiple channels.

"Equity wise, we haven't found a partner but Pan runs a representative office in Vietnam in order to get things started," she said at the sidelines of the 2015 Investor Summit and Capital Market Expo on Monday.

She added that Pan would focus on Vietnam, Cambodia and Bangladesh in its expansion plans for the near future. The plan to expand into these countries was announced in 2014 but has not yet been realized because the company has yet to find the right local partners to run the factories.

Meanwhile, the company said that the planned construction of three additional production plants in Central Java would likely take place in the second quarter of 2016. The company will spend up to US\$25.7 million on the three new factories, which are expected to commence commercial operations in 2017.

Earlier in August, Pan officially opened four "Eco Smart Garment" factories in Boyolali, Central Java, and in Bandung, West Java. These four constituted the first batch of seven planned factories. After all seven factories have been completed, Pan's production capacity would likely increase from 75 million pieces a year to 96 million pieces a year.

Pan Brothers' total revenues in the first nine months of 2015 reached \$316 million, which represented a 25.1 percent increase from the same period of 2014. Fitri said that the increase in revenues was due to the four recently operational factories that Pan opened in August.

Pan's financial director Lilik Setijo said that the sharp depreciation of rupiah against the US dollar did not really affect the company's financial performance because the sales were priced in US dollars.

Pan Brothers' largest market remained Asia, which accounted for 48.76 percent of its exports in the first nine months of 2015, while Europe and the United States accounted for 20.24 percent and 28.89

percent, respectively. Fitri said that the Asian market's strength was due to the ever increasing demand for consumer goods in the region. The company exports about 90 percent of its total production.

Fitri is confident that the company will be able to achieve its revenue target of \$400 million by the end of the year.

Pan Brothers — which manufactures brands like Nike, North Face,

Italy wants to share what it knows about shoes and clothes with Vietnam

HO CHI MINH CITY - Monday, November 19, 2015



A woman hangs shoes on a shelf at a shoe factory in Hanoi. Photo: Reuters

Italy, home to the world-famous fashion industry, has announced a plan to help bring advanced production technologies to Vietnam's textile and footwear sectors.

A key pillar of the plan is a 15-million-Euro (US\$16.1 million) a package for small and medium businesses which operate in the targeted sectors, Italian Ambassador Cecilia Piccioni was quoted as saying last week at a press conference to promote trade between the two countries.

Businesses in Ho Chi Minh City and nearby Binh Duong and Dong Nai provinces will be given concessional loans with no interest for 24 years, she said.

In another effort, Italian government will help Vietnam establish and run two hi-tech centers for textile and footwear next year, news website Saigon Times Online quoted

Bruna Santarelli, chief of the Italian Trade Commission in Vietnam, as saying at a meeting on Sunday.

The centers will be established at two universities, including Ho Chi Minh City's University of Technology, and equipped with Italian-imported machines and technologies.

Italy will also send experts to train Vietnamese students to make sure that new technologies can be applied on a large scale, according to the report.

Trade volume between Vietnam and Italy was estimated at US\$4 billion last year, up 33.3 percent year on year, and is expected to hit \$5 billion next year.

Vietnam is now hosting 66 Italian-invested projects with a total capital of nearly \$392 million, according to figures from the Foreign Investment Agency.

Textile and footwear are among sectors expected to enjoy the most benefits when Vietnam's key free trade agreements with EU and 11 Pacific Rim nations come into effect.

However, local businesses and economists express concerns that, with their current dependence on imported materials from China, Vietnamese textile businesses will possibly fail the rule of origin, thus missing tariff benefits under the Trans-Pacific deal.

They are also worried that Vietnamese footwear businesses will not be able to make best use of tax cuts under the EU trade deal, slated to be signed later this year, as foreign-invested manufacturers account for more than 70 percent of the country's footwear exports.

Uniqlo, le petit distributeur qui devient grand

3 décembre 2015, 06:38 CET



Uniqlo à New York en 2008

Créée en 1984, Uniqlo, entreprise familiale devenue mondiale est l'œuvre d'un homme : Tadashi Yanai. L'entreprise s'est imposée progressivement tout en définissant les bases d'un « business model » à la fois simple et innovant : la vente de produits unisexe présentant un bon rapport qualité/prix et la maîtrise de la conception de ses lignes de vêtements. Mais au-delà de ces idées et de cette vision, comment le géant du vêtement nippon parvient-il à tenir son rang face à l'intensité concurrentielle du marché du prêt-à-porter ?

Sa situation par rapport à son marché

Le secteur de l'habillement est dominé par deux groupes mondiaux : le groupe Inditex, gérant la marque corporate Zara, est le leader du marché, suivi de H&M. Uniqlo vient derrière selon le seul critère du nombre de points de vente. Ainsi, avec 2753 points de vente aujourd'hui et 3173 annoncés en 2016, Uniqlo représente à peine la moitié du parc commercial d'Inditex.

Entreprises (nationalité)	Marque phare	Capitalisation (milliards €)	Chiffre d'affaires (milliards €)	Résultat net (milliards €)	Nombre de salariés	Nombre de magasins
Inditex (Espagne)	Zara	100	18,1	2,5	137.000	6.683
Hennes&Mauritz (Suède)	H&M	53,7	15,9	2,1	132.000	3.511
The Gap (EU)	Gap	13,6	15,1	1,2	141.000	3.709
Fast Retailing (Japon)	Uniqlo	45,6	10,2	0,6	90.000	2.753

Zara et ses concurrents.

Mais au-delà de ce critère de présence sur les marchés, il faut noter les résultats exceptionnels de l'entreprise : elle affiche 260 milliards de yens (2 milliards euros) pour son dernier exercice, alors qu'en 2011 elle atteignait à peine les 80 milliards de yens. La croissance de l'entreprise n'est donc qu'à ses débuts.

Pourquoi Uniqlo a percé en France ?

Les raisons de ce succès tiennent à quatre facteurs : la production, la création, l'innovation et la chaîne de valeur.

Des produits standard relativement bon marché : Uniqlo se distingue en fournissant des produits bon marché grâce à son modèle SPA (Speciality Store Retailer of Private Label Apparel). Contrairement aux concurrents qui vendent des lignes conçues et fabriquées par d'autres enseignes, Uniqlo a été l'un des premiers produisant et commercialisant des vêtements sous sa propre marque. Ce système lui a permis tout d'abord de fixer des prix de vente compétitifs par rapport aux concurrents puisque la stratégie s'est rapidement portée vers l'indépendance dans la gestion de sa chaîne logistique. Ensuite, la standardisation des produits sous la forme du slogan « Fabriqué pour tous » et le choix d'un ciblage unisexe a permis des gains en terme d'économies d'échelle.

Innovation et mode : Pour autant, le fait de se concentrer sur des produits « casual » ne signifie pas qu'Uniqlo se moque des tendances. Les collections sont régulièrement renouvelées, par les bureaux de Tokyo et New York, et de grands designers sont appelés pour lancer de nouveaux concepts. Dans les magasins parisiens, Inès de la Fressange, apporte ainsi son savoir-faire à la vente d'une ligne de produits co-brandés Uniqlo. Par ailleurs, les équipes de designers intègrent les avis des clients à travers les retours de questionnaires pour améliorer les lignes de produits. C'est en ce sens que la ligne « Doudoune Ultra Light » remporte un succès dans les points de vente puisque le produit associe tendance et praticité (possibilité d'associer la doudoune avec un manteau, se glisse dans un sac à main).

La technicité des produits comme argument de vente : Un autre élément du succès des produits Uniqlo s'explique par la présentation de la technicité des vêtements

comme argumentaire de vente. A titre d'illustration, le partenariat avec Toray Industries a permis de mettre sur le marché des produits reprenant la technologie « Heattech ». On trouve aujourd'hui de nombreuses déclinaisons tels que les sous-vêtements techniques ou la doudoune « Ultra Light ».



HEATTECH SCOOP NECK SHORT SLEEVE T-SHIRT

Technologie Heattech.

Un contrôle strict des partenaires industriels : Le succès d'Uniqlo passe également par la maîtrise de la chaîne de valeur. Les sous traitants sont rigoureusement sélectionnés et choisis en fonction d'une spécialité allant de la couture, la teinture... Afin de veiller à la qualité à la sortie des ateliers, des maîtres takumis experts se déplacent sur les sites de production et forment si nécessaire les ouvriers par rapport au modèle patron attendu. De ce fait, alors que les relations classiques entre sous-traitant et donneur d'ordre passent par un cahier des charges, Uniqlo dépêche ses équipes dans les ateliers pour veiller à la qualité des produits.

La stratégie multicanal comme relais de croissance

En complément des innovations et de la maîtrise de sa chaîne de valeur, l'entreprise a compris l'importance du multicanal pour pouvoir gagner en espace médiatique par rapport à ses concurrents. Cela passe tout d'abord par le développement des achats sur les plateformes e-commerce comme Tmall, JD.com et des applications comme Wechat. En point de vente, l'intégration des techniques de e-commerce passe par les techniques du marketing expérientiel, l'objectif étant de mieux cerner les attentes du *shopper* tout en lui faisant vivre une expérience ludique.

Ainsi, la campagne de communication « Style your life » réalisée par Offline to Online permet aux clients de se représenter avec les lignes de produits à partir de *selfies* personnalisés (sur fonds de Paris ou New York) tout en partageant les photos sur le web. De même, Uniqlo utilise les neurosciences pour captiver l'attention des clients grâce à son logiciel Umood également consultable sur son site institutionnel (uniqlo-ut.com). Cet appareil placé dans le point de vente en lisant les ondes cérébrales du client sur des images diffusées sur écran permet de proposer des produits personnalisés (couleurs, coupes des vêtements).

On le voit Uniqlo maîtrise sa chaîne de valeur jusqu'au cerveau du consommateur final... Une expérience de mode vraiment globale.



FRONTPAGE

NATION

BUSINESS

LIFESTYLE

SPORTS

WORLD

PHOTOS

Export lift for textile industry BY RUPA DAMODARAN - 4 DECEMBER 2015 @ 11:11 AM KUALA LUMPUR:

The textile sector, which contributes only 1.4 per cent of total exports last year, will register the largest gains in exports within the first decade of the implementation of the Trans Pacific Partnership agreement, according to a cost-benefit analysis. Accounting firm PricewaterhouseCoopers (PwC) said the automotive sector, electrical and electronics, petroleum, chemicals, rubber and plastics products, as well as wood products will also benefit the most from greater market access.

The TPP agreement, which was recently concluded in the US, will take effect from mid-2018. The export growth of vegetable oils and fats such as palm oil, as well as oil and gas is projected to moderate slightly post-TPP participation. The TPP grouping consists of 12 countries — Australia, Brunei, Canada, Chile, Japan, Malaysia, Mexico, New Zealand, Peru, Singapore, the United States and Vietnam. “While some firms in the oil and gas, construction and retail sectors will face increased competition, most of the sub-sectors remain largely protected by the safeguards accorded in the TPP agreement.” On textiles, PwC explained that the yarn-forward rule of origin under the TPP is expected to increase the export competitiveness of Malaysia’s textile industry. The yarn-forward rule applies to textiles which originate from TPP member countries only. “Higher demand for yarn produced in TPP countries is also expected to spur textile companies to expand their upstream yarn operations in Malaysia, which are higher value-added than downstream garment production,” the firm said.

The reduction in tariff lines for textile products is expected to benefit Malaysia’s downstream garment producers, as 59 per cent of the country’s garment exports were to TPP countries last year. “Exports to the US are expected to benefit the most, given that 34 per cent of the sale of made-up garments were to the US in 2014.” A 10 per cent reduction in tariffs across all textile products exported to the US could result in savings of RM190 million per annum, assuming the yarn-forward rule is fulfilled. PwC said the removal of non-tariff barriers, particularly in Mexico and Peru, was also expected to increase Malaysia’s textile exports. Presently, these countries impose special sector registry requirements for the import of textiles, which increase the cost of customs clearance. “The removal of these import requirements under the TPP is expected to encourage higher trade between Malaysia and the TPP countries in Latin America.” Malaysia exported RM83 million worth of textiles to Mexico and Peru last year.

Édition N° 4643 du 2015/11/09

SALON DU TEXTILE: L'ESPOIR EST DE RETOUR

UNE CENTAINE DE TEXTILIENS PRÉSENTENT LEUR OFFRE GLOBALE À MARRAKECH

1.500 VISITEURS INTERNATIONAUX ATTENDUS

LES INDUSTRIELS TRÈS MOTIVÉS ET SATISFAITS DU PLAN D'ACCÉLÉRATION INDUSTRIELLE

C'est sous le signe de la confiance que se poursuit à Marrakech le plus important.....



Diamantine est un exemple-type de ce que le plan d'accélération veut faire pour l'écosystème dans la distribution des marques marocaines. Ci-contre, le ministre de l'Industrie Moulay Hafid Elalamy s'enquérant des projets de cette marque marocaine. A ses côtés de gauche à droite Mamoun Bouhdoud, ministre délégué chargé des petites entreprises, Mohamed Sajid, président des industriels de textile, Mohamed Tazi, DG de l'Amith et Abdelatif Kabbaj DG de Diamantine (Ph. Mokhtari)

événement du textile marocain: Maroc in mode et Maroc Sourcing, installés au Paddock de l'Agdal. Ce salon qui regroupe plus d'une centaine d'opérateurs du textile est une vitrine de l'industrie textile marocaine. Cette année encore, l'Amith, organisateur a réussi à attirer de nombreux chefs d'entreprise, responsables achats et approvisionnements, responsables commerciaux ou marketing, ou encore responsables de création. Outre la visibilité offerte aux professionnels sur l'avenir, ce salon s'attend à recevoir pas moins de 1.500 visiteurs professionnels et 350 acheteurs internationaux. Ce qui prouve combien les attentes de part et d'autre sont grandes. Et la corporation est très confiante et motivée. Elle croit plus que jamais en la croissance et en l'avenir du textile au Maroc. «Les indicateurs socio-économiques sectoriels confirment la reprise mondiale du textile et laissent présager de belles fenêtres d'opportunités», insiste Mohamed Tazi, directeur de l'Amith. Il y a aussi le plan de soutien de l'état conclu récemment autour d'une vision tracée pour le secteur. Et

pour une fois, la concordance des visions semble entre opérateurs privés et l'Etat bien manifeste.

Cette vision a été concrétisée pour rappel par un partenariat public-privé scellé entre l'Amith et le gouvernement avec des contrats performance pour 6 écosystèmes textiles dans le cadre d'un plan d'accélération industrielle. L'organisation du salon fait d'ailleurs parfaitement écho à la logique des écosystèmes et aux choix stratégiques adoptés par le textile habillement avec une segmentation en 5 univers: fast fashion, denim -qui a connu quelques passages à vide à cause de la concurrence et la rareté des intrants au niveau local, distributeurs de marques marocaines, maille et équipement de personne et vêtement d'image, de sport et loisirs. Les trois premières filières qui ont déjà eu leurs contrats de performance devraient permettre la création de 44.000 nouveaux emplois d'ici 2020. L'autre objectif est d'atteindre un chiffre d'affaires additionnel de 5 milliards de dirhams. D'autres contrats sont en cours de structuration pour le reste des filières. L'Etat s'engage à soutenir l'émergence de mastodontes, la promotion de l'investissement ainsi que la mobilisation de 95 ha de foncier industriel locatif, dont une trentaine dans la région de Casablanca. La formation, la recherche de nouveaux débouchés et l'amélioration de la compétitivité figurent aussi dans la liste des engagements. Un pari audacieux auquel croient les industriels et le ministre de l'Industrie Moulay Hafid Elalamy qui a tenu à inaugurer le salon en compagnie de Mamoun Bouhdoud ministre délégué chargé des petites entreprises et de l'intégration du secteur informel. «A cette approche nouvelle qu'introduit le plan d'accélération industrielle, le textile habillement ne peut que s'inscrire dans une dynamique de croissance soutenue»,



L'organisation du salon fait d'ailleurs parfaitement écho à la logique des écosystèmes et aux choix stratégiques adoptés par le textile habillement avec une segmentation en 5 univers. Au rez-de-chaussée du Paddock qui accueille Maroc in mode et Maroc Sourcing, place au Fast fashion qui bénéficie désormais d'un contrat de performance (Ph. Mokhtari)

insiste Elalamy. L'autre bonne nouvelle est du côté des financements bancaires. Le secteur séduit de nouveau et la Banque centrale populaire (BCP) qui a elle aussi conclu un partenariat avec l'Association marocaine des industries du textile et de l'habillement a prévu un package de solutions financières (crédit relais, avance sur crédit TVA, crédit dépannage) destinées aux entreprises du secteur opérant dans l'un des trois écosystèmes spécialisés

dans le textile. La BP devait présenter hier ces solutions aux industriels. Par effet d'entraînement, les autres banques devraient suivre par des offres de financement destinées au textile. Et cela réjouit ses professionnels. Maintenant, que la vision est là et les financements aussi, place aux actions. «Les investissements prévus par la profession se traduiront surtout en extension de capacités industrielles du secteur, afin de rattraper le gap avec le concurrent. Nous étions encore à 60% d'utilisation de nos capacités industrielles, au moment où nos concurrents directs tournaient déjà à 90%», explique Tazi. Il s'agira aussi de mettre en avant l'attractivité qu'offre désormais le Maroc aux gros donneurs d'ordre, via la promotion de plateformes d'investissement faites sur mesure. Et le double salon qu'est Maroc in mode et Maroc Sourcing est une excellente opportunité pour marketer cet avantage.

La filière en chiffres

Actuellement

- Premier employeur avec 156.500 salariés
- Ses 1075 entreprises réalisent 21,45 milliards de DH
- Et 33,3 milliards de DH de CA à l'export

D'ici 2020

- La création de 100.000 nouveaux emplois
- Un chiffre d'affaires additionnel à l'export de 5 milliards
- La réalisation de 70 projets d'investissement portés par les locomotives.

Source MCI

Les marques marocaines affichent bonne mine

Au deuxième étage du Paddock, les marques marocaines comme Marwa ou Diamantine affichent une bonne santé avec un développement de leur réseau de distribution même à l'international. C'est justement cette valeur ajoutée qui devra faire la différence avec des entreprises concurrentes. Diamantine est un cas à part ou presque. Dès sa création en 2002, la marque bouscule l'habillement traditionnel et évolue rapidement. Ensuite l'internationalisation de la marque ne s'est pas fait attendre, d'abord avec l'implantation en Algérie, puis au Moyen-Orient. Aujourd'hui, la marque qui détient un portefeuille de 120 magasins compte le porter à 300.

B. B.

RECHERCHER...



REJOIGNEZ
NOUS SUR :



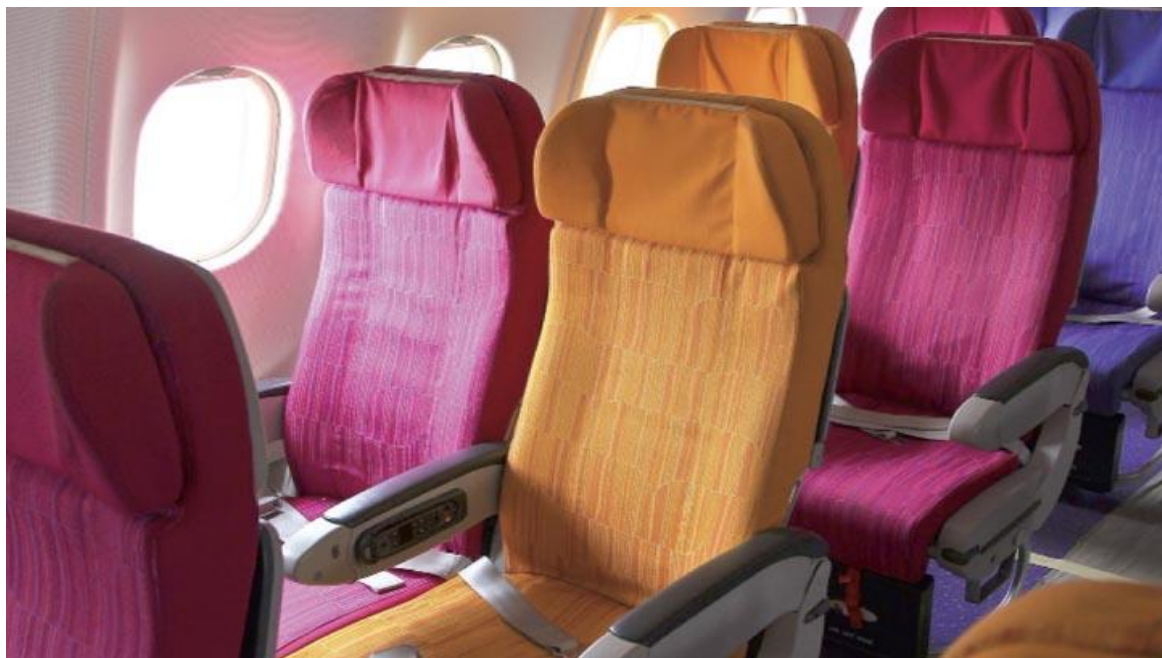
Lisez votre
journal
en ligne !

[j'achète](#)

avec
Kalpin
LISEZ PARTOUT

Le textile technique : Une place à prendre pour le Maroc

Publication : 3/12/15 20:00



Le textile technique ou intelligent est un secteur en plein développement. Dans le monde, il représente 150 milliards d'euros de chiffre d'affaires en 2014. Le Maroc doit gagner sa place dans le secteur, d'autant plus que les volumes de textile technique importés se font de plus en plus importants pour répondre à la demande locale.

Le marché marocain du textile technique serait évalué à 10 milliards de dirhams, dont 6 milliards sont importés. Il y a certainement de la place pour le marché local», lance d'emblée Mohamed Lahlou, président du directoire de l'ESITH (École supérieure des industries du textile et de l'habillement). Il faut savoir que le textile technique, appelé ainsi, car caractérisé par des normes, inclut les couches bébés et des personnes âgées, l'hygiène féminine intime, les tissus de protection du soleil, les tentes et parasols, mais aussi les uniformes de pompiers ou des militaires...Celui-ci est aussi utilisé dans l'automobile ou encore l'aéronautique, où le Maroc est déjà précurseur grâce à ces métiers mondiaux. Le secteur est prometteur, car le besoin est grand. À titre d'exemple, une voiture inclut 25 m² de tissu dont la garniture du plafond ; même dans le moteur, il y aurait des composants de textile technique sans oublier la ceinture de sécurité. Au total, 12 filières utilisent le textile technique. «Dans une salle de théâtre, les sièges doivent avoir des normes d'inflammabilité. Le tissu utilisé est donc technique. Dans le génie civil, il y a des membranes géotextiles qui protègent le sol, évitent le déboulement. Le bâtiment fait appel à l'utilisation du textile technique, notamment pour l'isolation thermique et acoustique des murs», déclare Mohamed Lahlou.

Les Marocains s'intéressent au textile intelligent

Le Maroc a donc une place à prendre dans le secteur d'autant plus que le développement du pays nécessite une utilisation plus abondante du textile technique. Dans ce sillage, une visite au Canada a été organisée pour les industriels marocains pour s'enquérir des opportunités qu'apporte le secteur du textile technique. «On a visité, au total, 13 entreprises canadiennes de textile technique. La visite a permis aux industriels d'apprendre qu'avec les mêmes machines munies d'un simple complément ou d'un fil différent, ils pourraient produire du textile technique. Il y a donc un intérêt certain des Marocains pour ce secteur», dévoile Lahlou. Un autre secteur tout aussi intéressant, dont le potentiel n'est pas négligeable, c'est la «mass customization». Elle permet de produire un article personnalisé dont la couleur, le tissu et le style sont adaptés à la volonté d'une personne. Celui-ci coûte généralement cher. La «mass customization» permet de le produire à échelle plus industrielle. Et ce, tout en veillant à ce que le produit de vente soit viable. «L'objectif est de faire profiter le maximum de personnes et permettre aux clients de «customiser» leurs produits. L'idée de cabines électroniques, dans les magasins ou commandes personnalisées, émerge. Sachant que ce concept est déjà bien développé en Belgique et aux Pays-Bas). L'idée est de reproduire ce système au Maroc. «Ce sujet ainsi que le textile technique font l'objet de l'organisation d'une conférence internationale, chaque année, à l'ESITH», conclut le président du directoire de l'ESITH.

Mohamed Lahlou, Président du directoire de l'ESITH

Les ÉCO : Vous avez organisé du 4 au 6 novembre une conférence sur les «smart textiles» et sur la «mass customization» à l'ESITH de Casablanca. Que vous a rapporté cette conférence ?

Mohamed Lahlou : La première conférence organisée par l'ESITH date de 2007. À l'époque, 2 intervenants marocains faisaient partie des invités. Depuis, la culture de la recherche et développement s'est beaucoup améliorée. Cette année, nous avons eu la participation de 15 intervenants de l'ESITH et une vingtaine issus des universités marocaines. Cela permet à l'école de tisser des relations avec les experts et nouer des partenariats de recherche et d'échange d'étudiants. Aujourd'hui, d'autres pays, comme le Japon ou le Canada, s'intéressent à notre conférence.

D'après vous, comment le Maroc peut-il prendre sa place dans le textile technique ?

D'abord par la substitution des produits importés par une production locale. Au total, une quarantaine d'entreprises travaillent dans le secteur. Mais ce n'est pas assez. Au niveau de l'État, on est en phase de décollage avec le plan d'accélération industrielle. On prévoit six écosystèmes, dont un est dédié au textile technique, toujours en attente de concrétisation. Mais, en tout cas, les grandes lignes sont définies. En outre, il existe un cluster de textile technique qui a, à peine, démarré. Il regroupe des industriels pour le textile technique et innovant.

Loi de Finances 2016 : Les exportateurs Marocains expriment leurs doléances

9 novembre 2015

Doléances du secteur du textile et habillement

1. TVA Sectorielle ou spécifique au secteur textile un flat de 10% :

1.1 Le secteur textile national est gangrené par le poids endémique de l'informel qui se retrouve aussi bien dans la distribution (dont 90% est informelle via les souks et les grossistes) et l'importation (sous-facturation et contrebande), qu'au niveau de la production (non et/ou sous déclarations fiscales et parafiscales).

1.2 Le poids de l'informel a fortement progressé au cours des 5 dernières années au point qu'on estime qu'il a capté l'essentiel de la croissance du marché marocain (environ 90%) entre 2007 et 2012. Un marché ayant enregistré une croissance annuelle moyenne entre 6-7% durant la même période.

1.3 La TVA constitue l'un des principaux facteurs de compétitivité de l'informel vis-à-vis des acteurs transparents.

1.4 Souffrant d'un gap de compétitivité par rapport à l'informel de 20% au minimum, les acteurs transparents n'ont d'autres alternatives que de se positionner à l'exportation ou dans les marchés de niches. Les marchés de masse qui représentent une taille de 90% sont hors de leur portée.

1.5 Le développement de la filière textile marocaine est tributaire de son positionnement sur le marché domestique et le développement équilibrée de l'ensemble de sa chaîne de valeur de l'amont (fils et tissus) jusqu'à son extrême aval (distribution).

L'informel et son poids ne sont pas des spécificités marocaines. Certains pays, comme la Turquie, en adéquation avec leurs stratégies industrielles, l'ont enrayé par le biais d'un bon dosage de fiscalité volontariste, - mise en place depuis 2006 d'une TVA flat de 8% pour les produits des secteurs agroalimentaires et textiles - et une politique répressive et de contrôle.

Ayant donné des résultats probants, le secteur textile souhaite la mise en place d'un scénario identique à celui mis en place par les turcs, à travers la réduction à 10% du Taux de TVA au lieu de 20% actuellement.

2. Exonération de la TVA sur les biens d'équipement

Le Maroc a fait le choix stratégique de favoriser le développement de son industrie par le biais du Plan d'Accélération Industrielle. Cette accélération suppose la réalisation d'investissements technologiques générateurs de valeur ajoutée, d'emplois et de recettes en devises. La facilitation des investissements et de leur financement est un enjeu majeur pour la réussite du PAI, aussi préconisons-nous de revenir à un dispositif abrogés à tort il y a quelques années l'exonération des biens d'investissement et d'équipement.

3. Extension des avantages à l'exportateur final aux prestataires ayant concourus à l'élaboration du produit exporté, lorsque ces derniers sont réglés en devises

L'évolution des marchés à l'export du vêtement a connu une mutation importante de par l'évolution de la demande et de l'exigence du consommateur final. Ce dernier exige une plus forte valeur ajoutée et un renouvellement permanent de l'offre. L'industrie du Textile et de l'Habillement Marocaine est dans l'obligation de s'adapter à cette nouvelle demande par l'intégration dans l'offre de nouveaux services apportés par les filateurs, tricoteurs, tisseurs, teinturiers, délaveurs, imprimeurs, Brodeurs, sérigraphes....

Sur le plan fiscal, le Code Général des Impôts exclue à tort de l'exonération de l'IS tous ces prestataires de services qui sont pourtant partie intégrante de la chaîne des valeurs travaillant en amont du produit final, même s'ils sont réglés en devises, par les donneurs d'ordres. En effet, l'alinéa 2 de l'article 6-IV, limite l'exonération ou le taux spécifique précité ne s'applique qu'à la dernière prestation rendue sur le territoire du Maroc et réalisée en devises.

Notre souhait étant d'étendre la restriction de dernière prestation en l'élargissant aux autres prestations. A cet égard, nous préconisons de reprendre les termes de l'alinéa 3 de l'article 92-I relatif à l'exonération de la TVA avec droit à déduction et d'étendre l'exonération ou le taux spécifique en l'appliquant aux prestations de services portant sur des marchandises exportées effectuées pour le compte d'entreprises établies à l'étranger.

4. Promulgation du décret d'application du statut fiscal promulgué lors de la loi de finances 2004 en faveur des plateformes d'exportation

November 20, 2015

LAHORE: All Pakistan Textile Mills Association (APTMA) has said utilisation of cotton is likely to reduce to 8.5 million bales this year from 14 million bales, as the export-dependent working capacities of spindles and looms has either been restricted to one-shift operations or closed down because of the high cost of doing business.

"The production of only 25 percent spindles, converted to garments and made-ups, could survive in case the high cost of doing business keeps hurting the sector constantly," APTMA spokesman said. Furthermore, six to eight million textile workers would be jobless with permanent closure of the export-dependent spindles and looms, he said, adding that 400,000 bales per month were being consumed by the textile industry, but a substantial drop in the consumption of cotton bales has recently been observed.

"The utilisation of cotton bales is likely to reduce to 8.5 bales this year in actual in case the government delayed the decision of reducing cost of doing business," he pointed out. The APTMA spokesman said the exports of both yarn and greige fabric worth \$3 billion in total are under threat due to the non-viability of textile industry owing to increase in power tariff to Rs 15 per unit from Rs 9 per unit. He said the high cost of doing business, particularly raise in the electricity tariff to Rs 15 per unit, including has put the upside down of the textile industry altogether.

Since the textile industry in Pakistan is no more cost effective therefore the international market is not responding to its exportable production, he asserted. "The textile industry has been designed to consume 14 million bales and produce exportable surplus for the country but the export-dependent spindles and looms are falling down one after another and Pakistan was losing the international export market of both yarn and fabric," he said.

"The structural imbalances are resulting into closing down of mills across the board," he added. He said a crisis in the textile industry could be judged from the fact that the Federal Bureau of Statistics has reported 30 percent decline in exports of fabric in September 2015. The APTMA spokesman apprehended that closing down of textile mills due to high energy cost and low cotton

consumption would hit the cotton farmers, textile workers and foreign exchange through merchandise exports by and large.

Also, he added, an export potential of \$15 billion is in doldrums due to drop in exports of both yarn and cotton in the country, as the capacity of converting cotton into exportable goods through basic textile is reducing fast. He has urged the government to announce the remaining part of textile package in order to reduce the high cost of doing business. APTMA has demanded of securing the domestic commerce for the local industry; bring down the high cost of doing business and way forward to ensure a viable textile industry. Already, he added, the APTMA has urged the government to impose regulatory duty on the import of Man Made Fibre (MMF) yarns to give impetus to the domestic commerce.



Tunisie – Monastir: Une société compte employer 29 diplômés

nov 2, 2015



Une société opérant dans le secteur de textile, installée dans le gouvernorat de Monastir, compte recruter 29 diplômés de l'enseignement supérieur, des ingénieurs textile, destechiciens et des modélistes et ce dans le cadre d'une coopération avec le centre de développement des carrières et de certification des compétences à l'université de Monastir et l'Agence américaine pour le développement international (USAID).

Mme Boutheina Assaidi, responsable du programme de réforme et de la compétitivité des sociétés, qui a participé samedi aux travaux de la journée des métiers a indiqué que l'établissement employeur doit combler, jusqu'au premier trimestre 2016, 160 postes vacants dont 80pc au profit des ouvriers et 20pc pour les techniciens supérieurs et les ingénieurs.

Le programme de réforme et de la compétitivité des établissements financé par l'USAID du 2013/2017, a pour objectif de consolider la compétitivité des sociétés et rapprocher les universités tunisiennes des entreprises voulant recruter des diplômés de l'enseignement supérieur.

Le président de l'université de Monastir, Mahjoub Ouni a précisé que le centre de développement de carrière et de certification des compétences a été créé dans le cadre de partenariat entre le ministère de l'Enseignement supérieur et l'USAID pour contribuer à la résolution du problème de chômage des diplômés de l'enseignement supérieur.

Textile: La société Labonal quitte la Tunisie

Ajouté le 9 Novembre, 2015 - 00:06



Spécialisée dans la fabrication, entre autres, de chaussettes de marque Cocorico, la société alsacienne Labona, qui avait, en 2004, délocalisé une partie de son activité à Teboulba en Tunisie, vient de quitter la Tunisie et de relocaliser l'ensemble de sa production à Dambach-la-ville en Alsace.

La nouvelle, rapportée, vendredi 6 novembre, par le site électronique de la radio régionale France bleue Alsace, vient apprendre par le choc aux tunisiens cette triste vérité : « la Tunisie n'est plus l'autre pays de l'industrie française », comme les responsables français aimaient le dire au temps de Ben Ali.

Le PDG de la société, Dominique Malfait a expliqué la fermeture de la filiale de production en Tunisie par le fait que « l'usine de Teboulba est incapable de jouer dans la cour du low cost face à la concurrence inégalable du Bangladesh et consorts ».

Il ajoute qu'en 2004, la stratégie de la société était une stratégie industrielle pour répondre aux grands distributeurs qui souhaitaient des prix bas. Nous avons donc complété notre production avec une usine en Tunisie pour pondérer les prix.

"Aujourd'hui, dit-il, notre stratégie est orientée vers la vente de notre marque dans nos propres boutiques. Nous avons décidé de concentrer tout en France, de produire moins pour les grandes surfaces et d'arrêter l'unité de Tunisie".

Si on croit le PDG de la société, cette fermeture n'est donc pas dictée par des problèmes de sécurité comme certains seraient enclins à le penser mais par le changement de stratégie. Selon le nouveau business plan de la société il s'agit essentiellement de réduire les coûts. Ainsi, pour continuer à fabriquer de la chaussette en France, Labonal mise sur deux voies : « capitaliser l'atout de sa marque et augmenter la vente en direct. A cette fin, elle vient de lever des fonds d'un montant de 2 millions d'euros pour créer une vingtaine de points de vente dans les cinq ans ».

Néanmoins, la fermeture de l'usine de Labonel en Tunisie doit interpeller la diplomatie économique et tous les tunisiens. Car elle vient de nous remettre à l'esprit que les maisons mères sont de fins stratèges. A à un certain moment de leur parcours, elles décident de délocaliser une partie de leur activité mais elles ne le font que pour souffler, gagner du temps et le plus d'argent possible et se relocaliser lorsqu'elles retrouvent leur pleine compétitivité.

Nous aussi, nous devons en principe avoir une stratégie de reconversion parallèle. Les sous-traitants et le gouvernement se doivent de mettre au point, à leur tour, des plans A, B et C devant prévoir de tels scénarios de fermeture. C'est le job des bureaucrates en charge de l'off shore dans le pays, de nos diplomates à l'étranger (ici le consulat à Strasbourg pour le cas de Labonal) et de ceux qui négocient sans suivi l'implantation des usines off shore.

La règle étant d'avoir à l'esprit de la volatilité de l'investissement off shore en Tunisie et des risques qu'il fait encourir au pays en matière de pertes d'emplois.

Et pour ne rien oublier, cette fermeture dramatique pour nous, doit faire énormément plaisir à Arnaud Montebourg, ancien ministre socialiste français du redressement productif qui a consacré le plus net de son mandat à plaider pour la relocalisation des entreprises françaises off shore.



Le Cepex organise le TUNISIA FASHION DAYS à Barcelone et Madrid

par [African Manager](#) - 03/12/2015

0



Le Centre de Promotion des Exportations CEPEX a organisé des Rencontres B to B intitulées « TUNISIA FASHION DAYS » en Espagne – Barcelone et Madrid, au profit d'une vingtaine d'entreprises tunisiennes du secteur textile- habillement actives dans les principales filières du secteur.

TUNISIA FASHION DAYS a été une occasion pour les professionnels espagnols de découvrir 5 univers produits dédiés à la sous-traitance, la co-traitance et le produit fini pour le prêt à porter, la maille, la lingerie et balnéaire, le jeans et sportswear en plus des accessoires et des services, représentés par des entreprises tunisiennes sélectionnées pour leur compétitivité, leur haut niveau de qualité de services, leur technicité et leur créativité confirmées sans négliger leur engagement dans le respect des délais de livraison et la sécurité des approvisionnements.

Par ailleurs, pour démarrer l'évènement à Barcelone, une conférence de presse a été organisée en présence de l'Ambassadeur de Tunisie à Madrid, le Directeur Général Adjoint du CEPEX, la représentante du bureau de FIPA à Madrid et une quinzaine de journalistes espagnols spécialisés dans le secteur textile-habillement.

Elle a permis d'exposer les avantages comparatifs du secteur textile habillement en Tunisie, secteur stratégique pour l'économie tunisienne et levier majeur de coopération et de partenariat.

A Barcelone, près de 60 sociétés espagnoles ont fait le déplacement pour venir rencontrer les entreprises tunisiennes, à Madrid, une cinquantaine sont attendues.

Cet évènement qui s'est tenu le 1er décembre 2015 à Barcelone et le 3 Décembre à Madrid, se veut une action de Networking d'envergure visant à rapprocher davantage les opérateurs tunisiens de textile-habillement à leurs homologues espagnols.

Textile-Habillement : prévisions d'exportations de 27,5 milliards de dollars en 2015

DIMANCHE 29 NOVEMBRE 2015 - 17:06:14 [IMPRIMER](#)



Hanoi (VNA) - Les exportations de textile et d'habillement de 2015 devraient atteindre 27,5 milliards de dollars, pour une croissance annuelle de 11,3 %.

Cette estimation a été communiquée par le président de l'Association du textile et de la confection du Vietnam (Vitas), M. Vu Duc Giang, lors du 5^e Congrès de cette dernière pour le mandat 2016-2020, qui a eu lieu le 26 novembre à Hanoi.

Selon lui, les entreprises vietnamiennes du textile et de l'habillement ont participé activement à la campagne "Les Vietnamiens consomment vietnamien" afin de soutenir la croissance du marché domestique. De nombreuses entreprises ont réalisé un chiffre d'affaires plus élevé et agrandi ou construit de nouvelles succursales dans le pays.

Le secteur du textile et de l'habillement a surmonté ses difficultés pour maintenir une croissance stable, dépassant même son objectif fixé pour la période 2010-2015 d'une croissance annuelle moyenne de 14,74 %.

Il a en outre largement contribué au chiffre d'affaires national à l'export, conservant au Vietnam sa qualité de l'un des cinq premiers exportateurs mondiaux de textile et d'habillement. -VNA

News

[VIETNAM](#) | Brussels, 2 December 2015

The EU and Vietnam finalise landmark trade deal

The European Union and Vietnam today finalised talks for a free trade agreement (FTA), marking the end of the negotiating process. After the agreement in principle reached in August, today's announcement follows the successful resolution of the few remaining issues on the table.

As well as unlocking a market with huge potential for EU firms, the agreement will support Vietnam's transition towards a more competitive, smarter and greener economy. It will also help trigger a new wave of high quality investment in both directions, supported by an updated investment dispute resolution system.

EU Trade Commissioner Cecilia Malmström said: "Today's completion of the negotiations is good news for both the EU and Vietnam. Vietnam is a vibrant economy of more than 90 million consumers with a growing middle class and a young and dynamic workforce. Its market has great potential and offers numerous opportunities for the EU's agricultural, industrial and services exports. This FTA is also significant because of its strong focus on sustainable development. It will support Vietnam's efforts to further enhance economic growth and development for its people in the years to come. This agreement provides a new model for trade policy with developing countries". Commissioner Malmström added: "The EU and Vietnam have also committed to ensure the respect of workers' rights and to support a sustainable management of natural resources".

The FTA between the EU and Vietnam will further strengthen relations between our two economies and societies. It builds on the EU-Vietnam Partnership and Cooperation Agreement (PCA), currently undergoing ratification. After the EU-Singapore trade deal concluded in 2014, it provides further evidence of the EU's commitment to Southeast Asia and is an important building block towards an eventual region-to-region FTA with the Association of Southeast Asian Nations (ASEAN).

Vietnam has also agreed to accept the EU's new approach on investment protection – in particular a permanent investment dispute resolution system with an appeal mechanism.

Following today's conclusion of negotiations the way ahead is now clear to begin the legal review and translation into the EU's official languages and Vietnamese. The Commission will then present a proposal to the Council of Ministers for approval of the agreement and ratification by the European Parliament.



Commission européenne - Déclaration

Déclaration de presse du président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, du président du Conseil européen, Donald Tusk, et du Premier ministre vietnamien, M. Nguyen Tan Dung

Bruxelles, le 2 décembre 2015

25 années de relations diplomatiques – Nous sommes fiers de la maturation de notre partenariat global et politique.

Nous nous félicitons de la conclusion des négociations relatives à un accord de libre-échange (ALE) entre l'Union européenne (UE) et le Viêt Nam. La voie est désormais libre pour clôturer les procédures internes en vue de la signature, de la ratification et de la pleine mise en œuvre de cet accord. Dans cette perspective, nous avons chargé nos hauts fonctionnaires d'élaborer une feuille de route indicative ainsi qu'un dispositif d'assistance technique. Ces mesures aideront le Viêt Nam en tant qu'économie de marché à réussir son intégration dans l'économie mondiale.

L'accord de libre-échange UE-Viêt Nam aidera à renforcer nos économies et nos sociétés en facilitant l'accès à nos marchés respectifs. Il contribuera également à susciter une nouvelle vague d'investissements de qualité dans les deux sens et à soutenir le Viêt Nam dans sa transition vers une économie plus compétitive, intelligente et verte. Le Viêt Nam est un marché à fort potentiel. Avec ses 93 millions d'habitants, un pouvoir d'achat en hausse et une main-d'œuvre jeune et dynamique, il offre des possibilités croissantes pour les exportations européennes dans le domaine agricole, industriel et des services. Cet accord constitue par ailleurs un important jalon pour l'ensemble des relations commerciales entre l'UE et l'ASEAN (Association des nations de l'Asie du Sud-Est) et permet d'avancer sur la voie ultime d'un accord de libre-échange interrégional ASEAN-UE.

L'ALE, conjugué à l'accord de partenariat et de coopération (APC) UE-Viêt Nam, contribuera à instaurer un partenariat renforcé. Nous attendons avec intérêt l'achèvement du processus de ratification de l'APC par l'Union et le début de sa pleine mise en œuvre.

Nous sommes convaincus que ce partenariat renforcé nous permettra de mieux relever les défis à venir sur la voie de sociétés prospères, démocratiques et équitables. Nous partageons la conviction que la bonne gouvernance, le respect des droits de l'homme, l'État de droit et l'adhésion au système international fondé sur des règles sont des facteurs déterminants pour le développement. Dans ce contexte, les deux parties se sont engagées à une mise en œuvre rapide et fluide du programme de l'UE en faveur de la justice et de l'habilitation juridique au Viêt Nam, qui doit démarrer avant le second semestre 2016. L'Union européenne salue les réformes en cours au Viêt Nam concernant les institutions judiciaires, corollaires de la Constitution de 2013, et dans ce contexte, offre son soutien à la mise en œuvre de ces réformes et à leur alignement sur les recommandations acceptées par le Viêt Nam dans le cadre de l'examen périodique universel des Nations unies. L'Union européenne continuera de soutenir les efforts du Viêt Nam dans sa mise en œuvre des objectifs de développement durable des Nations unies, notamment en matière de réduction de la pauvreté, de soins de santé, de justice et d'État de droit, de qualité de l'éducation, de gestion des finances publiques, d'énergie durable, d'environnement et d'infrastructures.

Nous avons réaffirmé notre engagement à parvenir, lors de la COP 21 de Paris, à un accord juridiquement contraignant sur le changement climatique qui serait applicable à toutes les parties. Ce sommet doit mettre en place une plateforme durable pour maintenir la hausse de la température mondiale en deçà de 2 °C, y compris par la fixation d'un objectif à long terme, l'obligation de rendre des comptes et la transparence des contributions. Cette plateforme doit aussi permettre de revoir les ambitions à la hausse au fil du temps. Nous sommes déterminés à renforcer notre coopération afin de promouvoir «l'énergie durable pour tous» et de conclure les négociations, d'ici la fin de l'année 2016, en vue d'un accord de partenariat volontaire UE-Viêt Nam qui favorise le commerce de bois légal et durable (Application des réglementations forestières, gouvernance et échanges commerciaux – FLEGT).

Nous nous sommes penchés sur les problèmes régionaux et mondiaux, notamment les migrations et la crise des réfugiés, et avons convenu d'œuvrer de concert pour y faire face.

Nous nous rejoignons dans l'idée que notre partenariat renforcé contribuera à garantir la paix et la stabilité régionales. Nous sommes déterminés à assurer le maintien de la paix, à promouvoir la sûreté maritime, la liberté de navigation et de survol et le commerce licite sans entraves en mer de Chine méridionale. Nous sommes vivement préoccupés par les derniers développements, y compris la revendication de terres à grande échelle, et nous nous rejoignons sur l'importance fondamentale de s'abstenir de recourir à la force, ou à la menace d'un tel usage, et de toute action unilatérale, et sur l'impératif de régler les différends territoriaux et maritimes par des moyens pacifiques, conformément aux principes universellement reconnus du droit international, dont la convention des Nations unies de 1982 sur le droit de la mer (CNUDM). Nous soutenons la mise en œuvre pleine et effective de la déclaration sur la conduite des parties en mer de Chine méridionale et la conclusion rapide d'un véritable code de conduite en mer de Chine méridionale.

Nous sommes résolument en faveur de l'approfondissement de l'engagement de l'UE dans la région par tous les procédés prévus par l'ASEAN et prenons note de l'intérêt exprimé par l'UE à participer au sommet de l'Asie de l'Est. Nous avons convenu d'apporter une contribution notable aux relations entre l'ASEAN et l'UE et d'envisager des initiatives conjointes ASEAN-UE face aux défis de portée mondiale. Nous nous sommes également accordés pour étudier les possibilités d'initiatives conjointes UE-Viêt Nam dans le cadre des Nations unies.

STATEMENT/15/6217



European Commission - Statement

Press Statement by the President of the European Commission Jean-Claude Juncker, the President of the European Council Donald Tusk and the Prime Minister of Viet Nam Nguyen Tan Dung

Brussels, 2 December 2015

25 years since the establishment of our diplomatic relations, we are proud of our maturing comprehensive and political partnership.

We welcome the conclusion of the negotiations of a European Union (EU)-Viet Nam Free Trade Agreement (FTA). The path is now clear to complete internal procedures leading to the signature, ratification and full implementation of the Agreement. With this in mind, we have instructed our senior officials to develop a joint indicative roadmap and a technical assistance package. It will help Viet Nam integrate successfully as a market economy into the global economy.

The EU-Viet Nam Free Trade Agreement will contribute to strengthening our economies and societies through improved access to each other's markets. It will also help trigger a new wave of high quality investment in both directions, and support Viet Nam's transition towards a more competitive, smart and green economy. Viet Nam is a market with significant potential. With its 93 million people, a growing purchasing power and a young and dynamic work force, it offers increasing opportunities for the EU's agricultural, industrial and services exports. Furthermore, the agreement is also a significant milestone for ASEAN-EU trade relations overall, and builds towards the ultimate goal of an ASEAN-EU region-to-region free trade agreement. The FTA, together with the EU-Viet Nam Partnership and Cooperation Agreement (PCA), will help build a stronger partnership. We look forward to the conclusion of the ratification process of the PCA by the EU and the start of its full implementation.

We believe that our strengthened partnership will allow us to better address future challenges on the road towards prosperous, democratic and just societies. We share the conviction that good governance, respect for human rights, the rule of law and adherence to the international rules-based system are determining factors for development. In this context, both sides committed to a swift and smooth implementation of the EU Justice and Legal Empowerment Programme in Viet Nam (EUJULE), aiming to start by the second semester of 2016. The European Union welcomes Viet Nam's ongoing legal institution reforms, stemming from the 2013 Constitution and, in this context, offers its support in implementing those, bringing them in line with the recommendations accepted by Viet Nam in the United Nation's Universal Periodic Review. The European Union will continue to contribute to Viet Nam's efforts to implement the United Nations' Sustainable Development Goals, in particular in poverty reduction, health care, justice and the rule of law, quality education, public finance management, sustainable energy, environment and infrastructure.

We reaffirmed our commitment to secure a legally binding climate change agreement applicable to all parties at COP21 in Paris. It must establish a durable platform for limiting global temperature rise to below 2°C, including through a long-term goal, accountability and transparency of contributions, and allowing for strengthening of ambition over time. We are determined to strengthen our cooperation to promote "sustainable energy for all"; and to conclude negotiations for a EU-Viet Nam Voluntary Partnership Agreement promoting sustainable and legal timber trading (Forest Law Enforcement, Governance and Trade - FLEGT) by the end of 2016.

We discussed regional and global challenges, including migration and refugee crisis, and agreed to work together to tackle them. We agreed that our strengthened partnership will contribute to ensuring regional peace and stability. We are committed to maintaining peace, promoting maritime security, freedom of navigation and overflight and unimpeded lawful commerce in the South China Sea. We share serious concerns over developments, including the large scale land reclamation and agree on the critical importance of refraining from the use or threat of force, of abstaining from unilateral actions and of resolving territorial and maritime disputes through peaceful means in accordance with universally recognised principles of international law, including the

1982 United Nations Convention on the Law of the Sea (UNCLOS). We support the full and effective implementation of the Declaration on the Conduct of Parties in the South China Sea (DOC) and the expeditious conclusion of an effective Code of Conduct in the South China Sea (COC).

We strongly support the EU's furthering engagement with the region through all ASEAN-led processes and take note of the EU interest in joining the East Asia Summit. We agreed to make a strong contribution to ASEAN–EU relations and consider joint ASEAN–EU policy initiatives on challenges of global concern. We also agreed to explore possibilities for joint EU Viet Nam initiatives in the UN framework.

Les États-Unis, un débouché très prometteur pour les exportations nationales du textile

18/11/2015 23:44

Les États-Unis sont un marché d'export particulièrement prometteur pour de nombreuses entreprises vietnamiennes du textile, et plus encore après l'entrée en vigueur de l'accord de partenariat transpacifique (TPP).



Le Vietnam est le 2^e exportateur de produits du textile sur le marché américain.

Photo : Trần Viêt/VNA/CVN

Selon M. Christopher Griffin, président de Sourcing at Magic des États-Unis, le Vietnam est le 2^e exportateur de produits du textile sur le marché américain. À noter que si les exportations de textile de la Chine ont baissé, celles du Vietnam ont beaucoup progressé ces dernières années, affichant une croissance de 12,3% en 2014.

«Les dernières données sur les importations de produits textiles par les États-Unis montrent que celles du Vietnam augmentent, alors que celle de la Chine baissent. De plus, les délocalisations d'usines de textile de Chine au Vietnam augmentent en raison des avantages du Vietnam, en particulier de ses faibles coûts de production. C'est

l'occasion pour les entreprises d'accroître leur production et de créer des produits de grande qualité», a déclaré Christopher Griffin.

Nguyễn Thi Tuyêt Mai, représentant en chef de l'Association du textile et de l'habillement du Vietnam (Vitas) à Hô Chi Minh-Ville, a souligné que «plus de 60 % des produits de textile du Vietnam sont exportés aux États-Unis et au Japon, où ils sont frappés de taxes de plus de 17 % en moyenne. Or, ce sont les deux marchés principaux du TPP et, une fois celui-ci en vigueur, les entreprises vietnamiennes auront devant elles une immense opportunité avec la suppression de cette fiscalité».

CPV/VNA/CVN

Le Vietnam renforce ses relations avec la France, la Belgique et l'UE

29/11/2015 20:50

Le Premier ministre Nguyễn Tân Dũng participera à la COP 21 à Paris, rencontrera des hauts dirigeants français du 30 novembre au 1^{er} décembre, effectuera une visite de travail en Belgique et à la Commission européenne (CE), le 2 décembre, sur invitation du président français François Hollande, du Premier ministre belge Charles Michel et du président de la CE Jean-Claude Juncker.

Les relations Vietnam-France ne cesse de s'approfondir

Le Vietnam et la France ont signé une Déclaration commune sur le Partenariat stratégique à l'occasion de la visite en France du Premier ministre Nguyen Tan Dung en 2013. Il s'agit de la base pour un approfondissement des relations bilatérales tant en ampleur qu'en profondeur.



La France est actuellement le 5^e partenaire commercial européen du Vietnam.

La France est actuellement le 5^e partenaire commercial européen du Vietnam (après l'Allemagne, le Royaume-Uni, les Pays-Bas et l'Italie). Le commerce bilatéral a atteint 3,5 milliards de dollars en 2014, soit une hausse de près de 11% en un an, dont 2,4 milliards d'exportations vietnamiennes. Les produits vietnamiens exportés dans l'Hexagone sont, pour l'essentiel, chaussures et sandales, textile-habillement, ustensiles ménagers, produits aquatiques et machines, accessoires électroniques. Le

Vietnam importe de France produits pharmaceutiques, équipements d'avion, produits mécaniques, électriques, chimiques, boissons alcoolisées...

La France investit au Vietnam depuis 1988. En juin 2015, elle se classait 2^e des pays européens (après les Pays-Bas) et 15^e des 101 pays et territoires investisseurs au Vietnam, avec 429 projets en vigueur cumulant plus de 3,38 milliards de dollars. Les investissements directs de la France se concentrent dans l'information et la communication, les services, la distribution d'électricité et d'eau, l'industrie, l'agriculture, les loisirs, les finances et la banque, et ce dans 32 localités vietnamiennes, avec Bà Rịa-Vung Tau en tête, suivie par Hô Chi Minh-Ville et Hanoi. La France se classe 7^e des pays et territoires investissant le plus dans le tourisme au Vietnam, avec 14 projets de 188 millions de dollars. À présent, 5 entreprises vietnamiennes mènent des activités en France, avec un fonds de 1,88 million de dollars.

Dans la coopération au développement, la France est le 2^e fournisseur européen d'Aides publiques au Développement (APD) au Vietnam et celui-ci est le 2^e bénéficiaire des APD françaises en Asie (après l'Afghanistan), avec 18,4 milliards de dollars depuis 1993. En 2014, la France s'est engagée à accorder au Vietnam 360 millions de dollars. La coopération bilatérale dans l'éducation et la formation a débuté dans les années 1980. La France considère toujours ce secteur comme la priorité dans ses activités de coopération avec le Vietnam. Les échanges culturels entre les deux pays se développent de plus en plus. Chaque année, le gouvernement français accorde environ 5 millions d'euros à la coopération culturelle avec le Vietnam. Commencée au début des années 1990, la coopération décentralisée est devenue un trait saillant des relations bilatérales. Actuellement, 38 localités françaises cultivent un partenariat avec 18 villes et provinces du Vietnam.

À présent, environ 40.000 Vietnamiens résidant en France ont le niveau universitaire ou postuniversitaire, représentant 12% du nombre des Viet kieu dans ce pays.

Promouvoir la coopération entre le Vietnam et la Belgique

Pendant la période 2000-2010, le commercial bilatéral Vietnam-Belgique a connu une croissance forte et stable, passant de 395,4 millions de dollars à 1,2 milliard de dollars, pour atteindre 1,8 milliards de dollars en 2013, 2,3 milliards en 2014, et 1,5 milliard sur les 8 premiers mois de 2015.



Le Vietnam exporte vers la Belgique entre autres des produits d'habillement.

Photo : Thanh Hà/VNA/CVN

La Belgique est le 6^e marché d'exportation du Vietnam au sein de l'Union européenne. Le Vietnam y exporte sandales et chaussures, textile-habillement, produits aquatiques, café, sacs, et importe machines-outils et accessoires, acier, produits chimiques, médicaments... Les deux pays ont signé un accord d'encouragement et de protection de l'investissement en 1991. En octobre 2015, la Belgique comptait 59 projets d'investissement au Vietnam, d'un montant total de 420 millions de dollars. Le Vietnam, quant à lui, dénombre deux projets en Belgique.

La coopération au développement entre les deux pays a commencé en 1977. Le Vietnam est l'unique pays asiatique recevant l'assistance au développement du gouvernement belge. Depuis 1977, ce pays a prêté près de 300 millions de dollars au Vietnam, dont environ 60% à titre d'aide non remboursable. Les programmes de

coopération se concentrent dans la gestion des ressources en eau, l'adduction et l'évacuation d'eau, l'hydraulique, le traitement des déchets, la gestion d'État, la réforme administrative et éducative, l'agriculture et le développement rural, la santé...

Lors de sa visite de travail en Belgique, le Premier ministre Nguyễn Tân Dung aura un entretien avec son homologue belge Charles Michel afin de promouvoir la coopération entre les deux pays dans l'économie, le commerce, l'investissement, les transports et communications, l'aérospatial...

Renforcement de la coopération Vietnam-UE

Le Vietnam et l'UE organisent toute l'année 2015 des activités pour célébrer le 25^e anniversaire de l'établissement de leurs relations diplomatiques et marquer un nouveau jalon dans les relations d'amitié et de coopération multiforme entre les deux parties.

En matière politique, après la signature de l'Accord de partenariat et de coopération intégrale Vietnam-UE (PCA), les relations bilatérales se sont développées fortement, avec la multiplication des échanges de délégations de haut rang.

Le commerce est le pilier des relations bilatérales. L'UE est le deuxième partenaire commercial du Vietnam après la Chine et son deuxième marché d'exportation après les États-Unis. Entre 2001 et 2014, la valeur commerciale a octuplé, passant de 4,5 milliards de dollars à plus de 36,8 milliards de dollars. En septembre 2015, les échanges commerciaux bilatéraux se sont chiffrés à 30,8 milliards de dollars, une progression de 15,5% sur un an. Le 4 août 2015, le Vietnam et l'UE ont achevé les négociations de l'Accord de libre-échange Vietnam-UE. Cet accord intégral bénéficiera aux deux parties, notamment dans l'économie et le commerce.

En ce qui concerne l'investissement, en septembre 2015, 23 des 28 pays de l'UE avaient investi au Vietnam 21,53 milliards de dollars, dans 1.718 projets en vigueur. Les Pays-Bas arrivent en tête avec 239 projets d'un fonds d'investissement total de 6,66 milliards de dollars, suivis de la France, du Luxembourg, de l'Allemagne, du Danemark... En juin 2015, le Vietnam avait investi 152 millions de dollars dans 57 projets mis en œuvre dans 13 pays de l'UE.

Concernant la coopération pour le développement, l'UE s'engage toujours à accorder des aides publiques au développement au Vietnam (APD). Pour la période 1993-2013, la Commission européenne (CE) et les pays membres de l'UE ont accordé au Vietnam près de 14 milliards de dollars d'APD, représentant 20% de l'engagement de la communauté internationale en faveur du Vietnam, dont 1,5 milliard de dollars d'aides non remboursables. Pour la période 2014-2020, la CE s'est engagée à accorder 400 millions d'euros, notamment pour les énergies renouvelables et l'assistance institutionnelle. En outre, la CE et les pays membres de l'UE ont coopéré étroitement avec le Vietnam dans divers domaines comme l'assistance institutionnelle, les sciences et technologies (sécurité nucléaire), l'éducation, la loi, la santé, les finances, la banque, l'agriculture, l'environnement, la réaction aux catastrophes naturelles...

Lors de sa visite de travail en Belgique et à la Commission européenne le 2 décembre, le Premier ministre Nguyễn Tân Dung rencontrera le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker, le président du Conseil européen Donald Tusk, le président du Parlement européen Martin Schulz pour discuter des mesures de coopération dans les domaines prioritaires comme l'énergie, la croissance verte, l'apprentissage...

VNA/CVN